

Nos démocraties peuvent-elles passer l'arme à gauche ?

*Introspection et provocations à destination de celles et ceux qui sont
certains de savoir d'où surgissent les Monstres*

Guillaume Lohest

Une étude publiée par les *Équipes Populaires*,
décembre 2018



Sommaire

Introduction : La bête est revenue ? Mais par où ? 5

**

Première partie

Journal

Quinze jours d'août 2018 11

ou *Comment je me suis ramassé l'extrême droite sur la tronche*

Octobre 29

Échange avec les militants, réconfort des élections communales et gueule de bois brésilienne

**

Seconde partie

Dix façons d'achever la démocratie en étant persuadé de la défendre 37

1. Se limiter à l'étymologie 41
2. Noyer le poisson du populisme 45
3. Être « contre le système » 51
4. Négliger la puissance des mythes 55
5. Mépriser les réseaux sociaux et réfléchir sans partage 63
6. Soutenir une dictature sous prétexte qu'elle ne serait pas moins démocratique que nos démocraties impérialistes 67
7. Exclure au moindre soupçon 71
8. Se griser de colère et de Révolution 77
9. Fusionner toutes les causes pour se simplifier la lutte 83
10. Poursuivre indéfiniment cette réflexion sur la démocratie 87

**

Conclusion 89

Notes et références bibliographiques 95

Introduction

La bête est revenue ? Mais par où ?

Moi, l'extrême droite, je pensais que c'était définitivement terminé, que nous avions à présent d'autres priorités à prendre à bras-le-corps.

Je ne l'ai pas toujours pensé. Vers la fin des années 90, adolescent, j'écrivais des dissertations enflammées contre la « peste brune ». J'avais été marqué en profondeur par le travail de mémoire que mes enseignants faisaient vivre en classe. Sur cette lancée, j'avais dévoré *Si c'est un homme* de Primo Levi, *La mort est mon métier* de Robert Merle, et même *Un sac de billes*, parmi d'autres lectures du genre. J'avais été bouleversé par la pièce de théâtre *Bent*, au Théâtre de Poche à Bruxelles, et bien sûr par *La Liste de Schindler*. J'écoutais et je chantais *Nuit et brouillard* de Jean Ferrat. Et puis Pierre Perret qui annonçait « *La bête est revenue* ». Oui, dans ces années-là, à cet âge-là, c'était encore sous cet angle qu'on voyait les choses. Je plaquais l'histoire du nazisme sur les dangers du présent. Le FN wallon connaissait ses seules petites heures de gloire, tandis que le *Vlaams Blok*, futur *Belang*, atteignait des scores électoraux inquiétants. L'extrême droite, c'était le nom de la menace, du moins à mes yeux.

Puis il y eut 2002, avec Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle française. Et là, malgré l'alerte, l'effet sur moi a été inverse : les électeurs du FN étaient comme isolés, à part, une partie de la population. Entre les deux tours, pas vraiment d'augmentation du score d'extrême droite. Je me suis dit : nos démocraties sont devenues imperméables à ces idées-là. Et mon regard s'est tourné vers ce qui, jusqu'à aujourd'hui, m'est apparu

comme la véritable menace globale pour nos sociétés : le réchauffement climatique et, par extension, les détériorations de notre planète. J'étais même irrité par les intellectuels qui continuaient d'observer la vie politique par le prisme du danger des extrêmes. C'était dépassé, et leur rôle eût été de voir les vrais dangers, et non ceux d'époques heureusement révolues.

Mais je me trompais. Non pas que le réchauffement climatique ou l'effondrement de la biodiversité soient anodins, bien sûr que non, mais ces menaces-là n'ont pas supprimé les vieux démons pour autant. L'histoire est cumulative et non substitutive. Les savoirs s'accumulent, comme l'utilisation des ressources (le pétrole n'a pas remplacé le charbon, le nucléaire n'a pas remplacé le pétrole) et, hélas, c'est aussi le cas des idées et des pratiques contraires aux idéaux démocratiques modernes. L'esclavage n'a pas totalement disparu, ni l'exploitation, ni la colonisation. Les rengaines d'extrême droite non plus. Tout s'accumule, ce qui rend nos sociétés extrêmement complexes, de plus en plus fragiles et, par réaction, de plus en plus... perméables aux idées simplistes.

Or voici qu'aujourd'hui, une poignée d'idées simplistes est en train de gagner en importance parmi la population européenne. Ces quelques idées, bien connues, n'ont rien d'original, rien de neuf. Les analyser, les déconstruire et y répondre est un travail mille fois réalisé, mille fois recommencé, toujours nécessaire. Quelles sont-elles, en gros ? Voici, en résumé, le noyau dur qui se dégage : « *Les élites ont confisqué le pouvoir au peuple. Les politiciens sont corrompus. Les migrants nous envahissent. L'Islam nous menace. L'État ne fait rien pour "nos" pauvres.* » Ces grands poncifs de l'extrême droite existent depuis longtemps. Mais pourquoi alors reviennent-ils avec tant de force aujourd'hui ? Et surtout, par quels chemins accèdent-ils aujourd'hui à une position dominante dans les débats ? C'est ce que je veux explorer ici, en essayant de coller au plus près à

l'actualité, aux médias et aux réseaux sociaux, ainsi qu'aux débats qui animent nos mouvements politiques et les pages Facebook des mouvements populistes. Cette préoccupation pour les réseaux sociaux n'est pas anodine. On sait que c'est par là que des basculements improbables ont récemment eu lieu (Brexit, élection de Trump). Y scruter les discours et les activités n'est donc pas une tâche futile, mais devrait constituer une immersion indispensable pour toutes celles et ceux qui voient dans ce raz-de-marée populiste un signal de changement d'époque. Autrement dit, on l'a vu, il y a dans la percée populiste actuelle à la fois du même et du différent. Le même, ce sont les poncifs, les idées-clés. Le différent - et c'est le point de départ de cette introspection - serait alors à chercher dans la façon dont ces mêmes idées s'actualisent, retrouvent de la vigueur au voisinage d'un contexte particulier, se singularisent par les chemins qu'elles empruntent, se cristallisent dans un vocabulaire qui se met à faire écho.

**

Analyser ce qui menace la démocratie et décrypter les dangers que l'extrême droite fait peser sur elle, cela n'a absolument rien d'original ni de nouveau. Quel pourrait être alors l'apport de cette étude ?

Il est d'abord dans une expérimentation de format. Plutôt qu'une structuration classique, je propose le détour par deux formes décalées : le journal et la liste. La première partie consistera à présenter des questionnements tels qu'ils sont apparus dans le fil des jours, au mois d'août et au mois d'octobre de cette année 2018. La seconde partie, plus théorique, sera organisée comme une liste de « pièges à éviter ».

À ce décalage de format correspond un écart de positionnement. Je ne chercherai pas ici à tenter de reformuler des analyses que de nombreuses personnes, bien mieux informées, ont déjà écrites

beaucoup plus précisément et plus légitimement que je pourrais jamais le faire.

L'objectif premier est d'abord d'insister sur un changement de degré dans la perception qu'on peut avoir du danger. La première partie, par l'introspection, obéit à cet esprit : cette fois-ci, on n'est plus dans la résurgence ponctuelle de groupuscules fascistes. Il se passe quelque chose de massif, de mondial, une vague antidémocratique qui pourrait atteindre nos sociétés relativement préservées depuis 70 ans, et ce quelque chose nous touche, nous réveille, nous bouscule personnellement, plus fort que jamais. Il s'agit donc de communiquer un « coup sur la tête », un choc pour la conscience.

L'autre objectif est de poser un regard impertinent sur toute une série de postures apparemment « progressistes », « de gauche », « pro-démocratiques », pour interroger dans quelle mesure ces postures seraient en fait susceptibles de participer à l'affaiblissement de la démocratie. C'est une provocation à des fins de vigilance. Ce qui importe ici, c'est de faire des liens entre des attitudes qui, consciemment, se pensent distinctes du problème. Inutile de préciser que c'est avant tout une provocation à moi-même, qui ne peut s'étendre à d'autres qu'à condition pour le lecteur d'accepter ce pacte critique.

Ainsi, et je veux le dire ici très fort et une fois pour toutes, il ne s'agit pas du tout de nier les causes premières et évidentes de la progression du fascisme.

Il est évident que le néolibéralisme, en accentuant de façon dramatique les inégalités entre individus, en livrant ceux-ci à eux-mêmes dans une compétition exacerbée et une marchandisation de plus en plus grande de la moindre parcelle de vie, est le terreau dans lequel s'affaissent nos démocraties. Tant d'autres travaux l'ont mis en évidence, tant de chercheurs/euses le démontrent que

je ne pourrais rien apporter de plus sur ce sujet.

Il est tout aussi évident que si l'extrême droite progresse, c'est parce que cette idéologie est théorisée et diffusée par des acteurs et des réseaux précis qui profitent de la montée des inégalités et des clivages socio-économiques pour installer des récits d'exclusion, de rejet et de repli nationaliste.

Ces deux causes sont indéniablement les plus importantes, mais je n'en dirai pas grand-chose parce que je n'ai rien à ajouter à l'immense bibliographie qui les détaille et a créé, parmi les acteurs progressistes, une culture commune du problème démocratique. Les causes ainsi identifiées sont extérieures : le néolibéralisme et l'idéologie fasciste.

Non, ce sera peut-être dérangeant, mais ce dont il sera question, c'est justement de se tourner vers l'intérieur des attitudes, des discours et des postures qui se pensent indépendantes du problème, qui se vivent comme solutions. En premier lieu, les nôtres.

La bête immonde revient, par des chemins qui nous traversent peut-être en partie.

Pour toutes ces raisons, il est évident que cette étude s'adresse à l'ensemble des actrices et des acteurs soucieux/euses de l'évolution de nos démocraties. Elle s'enracine dans un mouvement d'éducation permanente, les « Équipes Populaires », auquel elle doit beaucoup. Mais comme le dit la formule consacrée, elle n'engage que son auteur.

Journal

Quinze jours d'août 2018

Ou

Comment je me suis ramassé
l'extrême droite sur la tronche

Aujourd'hui, beaucoup d'émotions naissent face à un écran. Des idées politiques, des objets culturels et des relations humaines s'y construisent aussi. Certains le regrettent. C'est ainsi. En tout cas, moi, c'est face à un écran que mes tripes se sont souvenues que l'extrême droite était un vrai danger pour nos démocraties européennes. Un mardi du mois d'août.

**

14 août. Je suis dans le train vers le boulot. Comme souvent le matin, je parcours mon fil d'actualités Facebook. Le titre d'un article de *Ouest-France* me fait l'effet d'un électrochoc. « *Pourquoi le sulfureux Américain Steve Bannon veut la peau de l'Europe* ». De Steve Bannon, je ne connais pas encore grand-chose, mais j'en sais assez pour que cette info m'alerte davantage que toute autre. Je suis troublé et j'essaie de comprendre pourquoi. L'explication est simple. C'est la première fois qu'une prise de pouvoir de l'extrême droite me semble possible là où je vis. Il est probable qu'avant la lecture de cet article, je n'y ai jamais vraiment cru. Pourquoi est-ce précisément cette information-là, plutôt qu'une autre, qui m'a sorti de ma léthargie ?

Une matinée passe. Les e-mails se sont accumulés pendant mes trois semaines de congé. Sans excès. Je ne peux m'empêcher de songer à cette affaire. Le projet de Steve Bannon est de fédérer les populistes européens pour qu'une puissante lame de fond, lors des élections européennes de 2019, puisse déboucher sur la création d'un bloc populiste capable de paralyser définitivement l'Union européenne. Pour cela, il envisage de créer une Fondation, appelée « The Movement » (le mouvement) et basée à Bruxelles, afin de fournir un support financier, médiatique et logistique à tous ceux qui se rallieraient à un tel projet.

Je me mets en quête d'autres articles. Je cherche des avis éclairés. Ai-je raison de m'inquiéter ? Selon de nombreux analystes

politiques, il est peu vraisemblable que Bannon parvienne à mettre d'accord entre eux les nationalistes européens. S'ils partagent un même discours anti-migrants et une critique acerbe des « élites », leurs approches socio-économiques diffèrent, non seulement entre elles, mais aussi avec celle de Bannon. Les experts estiment peu probable qu'ils parviennent à s'entendre. Mais cela ne me rassure pas. Car est-il vraiment nécessaire qu'ils s'entendent pour paralyser l'Union européenne ? Même en ordre dispersé, un basculement vers l'extrême droite empêcherait toute progression du projet européen. Et la spécialité de Bannon, si mes souvenirs sont bons, ce n'est pas la machinerie des partis. C'est la stratégie de conquête culturelle de l'opinion sur les réseaux sociaux et via la création de médias dédiés à sa cause, à coups de fake news, en grossissant le moindre petit fait divers pour stigmatiser les différences, exacerber les préjugés, exalter des valeurs soi-disant occidentales, monter en épingle les méfiances envers les migrants.

N'est-ce pas sur ce terrain-là, justement, celui des représentations, celui de la bataille culturelle sur les valeurs, que la société est en train de glisser, lentement mais sûrement, vers l'extrême droite ?

17 août. Un collègue me remet entre les mains un article du *Vif*. C'est l'interview d'un haut fonctionnaire russe, politologue du régime de Vladimir Poutine. Je suis effaré par ce que je lis. Sergei Karaganov livre son point de vue sur l'Union européenne. « *On se dirige vers un système autoritaire et ce n'est pas une mauvaise chose* » déclare-t-il tranquillement, avant de poursuivre : « *La démocratie libérale est tout simplement trop chère et trop inefficace pour survivre* ». Cette interview me rappelle qu'une enquête récente (Noir-Jaune-Blues) révélait qu'environ 70% des Belges sont en faveur d'un « pouvoir fort ». Le politologue russe connaît certainement ce sentiment dominant parmi les populations européennes, la méfiance affichée de plus en plus fort envers le monde politique, cette impression que quelque chose ne fonctionne plus. Ce qui m'atterre, ce n'est pas vraiment

ce qu'il pense, au fond, mais que ses propos font probablement écho auprès d'une grande proportion de lecteurs.

Ainsi, la démocratie ne semble plus être considérée comme une chose fondamentale, presque sacrée, à protéger. Elle devient un système politique parmi d'autres, celui dans lequel on a toujours vécu, auquel on s'est habitué à tel point qu'on le considère presque comme allant de soi, banal. Et la banalité, ma foi, on n'y est pas trop attachés.

Inspiré par ces réflexions inquiètes, j'écris un petit texte sur le sujet, espérant participer à ma mesure à la mise en alerte des consciences. L'idée, c'est de s'adresser à celles et ceux qui vivent en démocratie sans se rendre compte de leur chance, de s'adresser à ceux qu'on pourrait appeler le « ventre mou » de la société, peu politisé, ni spécialement engagé, ni spécialement enragé. Et qui sait, si le texte est bien tourné, s'il est partagé sur les réseaux sociaux, cela pourrait peut-être en convaincre une poignée de s'impliquer davantage ? Mes inquiétudes du jour m'ont mis d'humeur optimiste.

19 août, publication Facebook

« À toi, qui vis au pays des sentiments et des chansons et du rire, ou bien du jeu, de la fête et des plaisirs du quotidien, voire peut-être dans la province triste d'une existence à tirer comme on peut, dans les brumes léthargiques de l'habitude ou dans l'isolement splendide de beautés singulières, bref, à toi qui vis au fond dans ce vaste pays que parfois on appelle le Ventre Mou, ce grand pays indolent de l'insouciance-mère, à toi donc qui n'as rien contre le bonheur partagé ni contre les idées de solidarité, de liberté, d'égalité, toi qui n'as aucune haine envers tes semblables, même s'ils sont pauvres, marginaux ou qu'ils viennent d'autres pays, aucune méchanceté profonde veux-je dire - juste parfois, qui sait, quelque angoisse informe ou des petites jalousies étranges mais qu'on pourrait gratter comme des fonds de casserole un peu brûlés, à toi donc, habitué.e à cette société de droits et de libertés que tu as toujours connue, qui te convient, qui coule tellement de source, à moi donc, qui suis souvent, comme toi-même, au pays du Ventre Mou, il est peut-être temps de réaliser que la démocratie n'est pas tombée du ciel. Qu'il a fallu, pour la construire, des siècles d'histoire et des engagements inconfortables. Qu'il faut, pour la faire vivre, autre chose que des bulletins de vote. Qu'il n'est pas nécessaire, pour la détruire, de grandes horreurs fracassantes : elle peut aussi

s'effiloche, imperceptiblement, tandis que nous vaquons à nos occupations.

Quelle chose est sans doute en train de s'effiloche dans le grand pays du Ventre Mou. J'ai pourtant envie de croire que Karaganov a tort, que les sondages d'opinion n'auront pas le dernier mot. Qu'il y aura, au pays du Ventre Mou, des réveils et des alarmes, des paroles et des choix pour reprendre la démocratie européenne.

Les points de bascule n'ont pas besoin de majorités. Juste d'une minorité plus nombreuse et plus résolue que la minorité d'en face. C'est du Ventre Mou que vient la différence. C'est le Ventre Mou qui peut faire pencher la balance. »

Voilà tout ce dont est capable mon attachement à la démocratie ce soir : 21 likes, 3 commentaires et 4 partages. Presque rien. Parmi ces commentaires, l'interpellation d'un ami plus âgé. Je crois qu'il interpelle ma génération : « *suis très amer sur le monde que je laisse au jeunes... mais pourquoi ne bouge-t-on plus ? Pourquoi ne bougez-vous pas, pourquoi ne sortez-vous en masse que pour le foot et/ou les festivals... ?* » Je suis tenté de répondre que les temps ont bien changé, mais je me retiens. Je ne sais pas. Qu'est-ce qui a changé, au fond, par rapport aux années 60, 70 ?

20 août, matin. Nouvelle découverte saisissante. Tandis que l'information sur le projet de Steve Bannon commence à circuler sur Internet, j'apprends que l'un des premiers alliés de celui-ci en Europe est le belge Mischaël Modrikamen¹. Cet avocat s'est fait connaître par la défense collective des actionnaires minoritaires lors de la crise financière de 2008. Il a ensuite fondé le *Parti Populaire*, initialement positionné à droite sur l'échiquier politique : libéral économiquement, conservateur culturellement. De nombreux observateurs s'accordent aujourd'hui pour dire qu'il a basculé à l'extrême droite depuis 2016, notamment en assumant de se situer dans le sillage du Front National français, en reprenant à son compte un discours anti-musulman, anti-immigration, anti-médias et anti-européen très virulent². En soutien à cette activité politique, Modrikamen a racheté le titre du journal *Le Peuple*,

autrefois socialiste, pour le transformer en média Internet de diffusion des idées du *Parti Populaire*.

L'atterrissage européen de Steve Bannon est donc appuyé par l'extrême droite belge francophone. Spontanément, je pense : cela va surtout (re)dorer le blason du PP et faire exister l'extrême droite en Wallonie et à Bruxelles. Le danger devient proche, palpable.

Deux idées inconfortables commencent à se frayer un chemin dans mes réflexions. La première ressemble à une anecdote et repose sur cet adjectif : populaire. Je travaille pour un mouvement d'éducation permanente qui s'appelle « *Les Equipes Populaires* » depuis sa création en 1947. Qu'est-ce que cela veut dire ? Comment ce même mot peut-il être utilisé au service de visions diamétralement opposées ? Est-ce si anodin, au fond ? N'y a-t-il pas là un enjeu de définition de ce que signifie le mot « peuple » ? Signifie-t-il encore vraiment quelque chose, ou plusieurs choses distinctes ? Faut-il encore l'utiliser ? N'est-ce pas périlleux ? Cette petite affaire de vocabulaire est amplifiée par le fait que le projet de Steve Bannon et Mischaël Modrikamen s'appuie sur une fondation appelée... le mouvement. C'est-à-dire, à nouveau, la même terminologie que celle utilisée par le secteur de l'éducation permanente qui s'appelait d'ailleurs autrefois - et s'appelle encore en France - l'éducation... populaire. Qui est donc ce « peuple » dont l'éducation permanente se revendique, et que des partis d'extrême droite veulent séduire, ou s'approprier ? Est-ce, au moins en partie, le même peuple ? En mon for intérieur, je réponds : oui et non. Oui, parce que les gens sont les gens. Les potentiels électeurs du PP sont précisément ceux, entre autres, avec qui l'on voudrait cheminer en éducation populaire, pour leur éviter la séduction des idées simplistes de l'extrême droite. Et non, parce qu'on ne met sans doute pas le même sens derrière le mot « peuple ».

La deuxième idée ennuyeuse qui s'éveille dans ma conscience est encore plus gênante. Je me demande : pourquoi Steve Bannon et ses comparses européens assument-ils publiquement, médiatiquement, leur projet nationaliste ? N'auraient-ils pas intérêt à la jouer discrètement ? La réponse qui s'impose me désarme comme elle désarme, je pense, toutes les démocraties occidentales. Le nationalisme, voire le racisme, n'est plus une idée dont on a honte. Il ne s'agit plus, pour ses promoteurs, de le faire progresser sous le manteau, camouflé par des discours politiquement corrects. Non, c'est une guerre ouverte des récits. Bannon est en train d'imposer son récit. La conséquence de cette prise de conscience est vraiment embarrassante. Car dénoncer ce récit, c'est lui donner de la visibilité, le faire exister. Si le racisme devient une valeur revendiquée, une stratégie politique qui paie, le révéler au grand jour ne sert à rien, en tout cas ne suffit pas. Comment combattre alors le nationalisme, le populisme, le racisme ? La désignation par ces étiquettes a perdu de son ancien pouvoir magique...

20 août, vers 21h. Bannon l'américain n'est pas le seul à lorgner sur le vieux continent. Je suis tombé sur une petite vidéo montrant Vladimir Poutine en train de danser la valse avec Karin Kneissl, la ministre des Affaires étrangères autrichienne, lors du mariage de cette dernière. Cela fait immédiatement écho aux propos de Karaganov sur les démocraties occidentales. Tandis que l'Autriche assure alors la présidence tournante de l'Union européenne, une ministre issue de l'extrême droite du pays, en coalition au gouvernement, invite le président russe à son mariage³.

De quoi est-ce le symbole ? D'une confiance et d'une impuissance. Confiance des leaders autoritaires, impuissance des

démocraties européennes à enrayer un glissement vers moins de démocratie.

21 août. Comme tous les 21 août depuis cinq ans, je pense à la Syrie, au destin de ce pays qui nous raconte quelque chose, il me semble, sur l'avenir de la démocratie dans le monde.

Le 21 août 2013, le régime syrien de Bachar El-Assad a lancé une attaque chimique au gaz sarin dans la région de la Ghouta orientale, près de Damas, causant la mort de près de 1500 civils. Le souvenir de cet événement me remplit de rage chaque année. Barack Obama avait annoncé que l'utilisation d'armes chimiques par le régime syrien était une ligne rouge. Pourtant, dans les jours qui ont suivi, seul le président français François Hollande s'est montré résolu à lancer des frappes aériennes contre le régime syrien. Le gouvernement britannique a reculé. Barack Obama a tergiversé. Rien n'a été fait. Les opinions publiques occidentales étaient majoritairement opposées à une intervention.

Plus les années passent, plus on commémore ce funeste anniversaire, plus je pense que cette absence d'intervention occidentale face à un crime abject et contraire aux conventions militaires internationales est un tournant historique majeur pour la démocratie dans le monde.

Tôt ce matin, tandis que je fais mon jogging dans la campagne, remontent des souvenirs de la Syrie dans laquelle j'ai passé trois mois il y a une dizaine d'années. Je ressens une immense colère quand je pense que des millions de Syriens qui se sont spontanément et pacifiquement levés contre la dictature ont été réprimés dans le sang et abandonnés par la communauté internationale. Cela a ensuite tourné à la rébellion armée, à la contamination régionale et djihadiste, à la guerre civile. Néanmoins, encore aujourd'hui, dans la dernière poche de résistance de la région d'Idleb, des centaines de milliers de Syriens

continuent de réclamer le départ du dictateur, quand les avions syriens et russes les laissent sortir au grand jour.

Les débats sur la Syrie et la nécessité d'intervenir pour stopper le régime criminel de Bachar El-Assad débouchent toujours sur des comparaisons avec la Libye et avec l'Irak. Deux cas d'interventions occidentales catastrophiques dans leurs conséquences et dans leurs justifications. Ces deux cas, ajoutés à d'autres exemples historiques plus anciens, ont installé l'idée que l'Occident, en particulier les USA, utilisent *toujours* la démocratie comme prétexte pour déstabiliser des pays où ils ont des intérêts géostratégiques et économiques. C'est le récit anti-impérialiste.

Ce « *toujours* » est un drame pour l'intelligence et pour la compréhension du monde. Car en ce qui concerne la Syrie, ce récit est contredit par les faits. L'Occident n'est pas intervenu. Peut-être, entre autres, parce qu'il n'y avait pas d'intérêt géostratégique majeur en Syrie. Et c'est précisément, cette fois, en n'intervenant pas, en laissant un dictateur massacrer et manipuler son peuple, en laissant la Russie imposer sa vision du monde depuis ce terrain, que les démocraties occidentales ont perdu le peu de crédit dont elles disposaient encore en matière de valeurs fondamentales et universelles.

À présent - certains minimisent cette affaire, pas moi - la vision du monde qui prend le leadership est celle des dirigeants autoritaires et nationalistes. Comme Vladimir Poutine par exemple. Ce basculement n'a-t-il pas quelque chose à voir avec le manque de courage de Barack Obama suite au massacre chimique de la Ghouta le 21 août 2013 ? Ces jours-là, en tout cas, le signal a été donné à Bachar El-Assad, aux dirigeants et aux candidats-dirigeants du monde entier, qu'on entrait dans une époque où l'on peut franchir les lignes rouges.

Interventionnisme, non-interventionnisme, anti-impérialisme... Ces grilles de lecture dogmatiques et géostratégiques peuvent devenir des catastrophes quand les droits fondamentaux, les personnes humaines et les faits sont relégués au second plan⁴.

22 août. Cette nuit, j'ai très mal dormi. Insomnie habitée par des scénarios concrets de dictature et de torture. Pas ailleurs. Ici.

Si la démocratie recule chez nous, cela signifiera sans doute que la liberté de pensée, la liberté de la presse, la liberté associative, le droit d'expression, la protection des minorités... tout cela reculera également.

Les gens ici en Europe ne mesurent pas à quel point ces droits sont précieux et constituent, bien davantage encore que le fait de voter régulièrement, le noyau de la démocratie. Nous devrions nous mobiliser pour défendre ces droits. Les libertés fondamentales reculent. Cela devrait nous empêcher de dormir. Mais nous y sommes tellement habitués que nous pensons que c'est naturel, solide, éternel.

Des images de torture m'assaillent. Elles viennent des dictatures militaires de l'Amérique du Sud. Elles viennent de la Syrie d'aujourd'hui. Et d'ailleurs encore. J'ai lu des témoignages insoutenables. Des gens sont torturés parce qu'ils souhaitent la liberté. En Belgique, nous avons la liberté. Néanmoins, 70% des Belges souhaitent « un pouvoir fort pour remettre de l'ordre »⁵. Je me demande combien de temps je pourrais résister à la torture et à l'emprisonnement. Je me demande si les gens qui souhaitent un pouvoir fort se mordront les doigts, un jour, d'avoir négligé leur attachement à la liberté. J'espère qu'ils n'auront jamais l'occasion de se poser cette question.

J'ai vraiment très mal dormi.

24 août. Comment les idées simplistes, racistes, extrémistes prennent-elles racine, s'échangent-elles, s'expriment-elles ? Pour y voir plus clair, je décide de suivre quotidiennement les publications de la page Facebook du *Parti Populaire - Le Peuple*.

Une chose me frappe de prime abord : l'impression de voir tourner en boucle un refrain quasi à l'identique dans tous les commentaires, voire dans les publications elles-mêmes. J'imaginai pouvoir saisir des expressions diverses et nuancées d'idées allant de la droite à l'extrême droite, sur plusieurs sujets. Mais la toute grande majorité des interventions consiste à désigner quelques coupables à tous les maux de notre société. Et les boucs émissaires sont toujours les mêmes : les migrants, en particulier les musulmans (appelés « les illégaux »), l'Union européenne (appelée « les eurocrates »), les médias, les partis politiques (« corrompus »).

On le sait, pourtant, que c'est sur un petit noyau d'idées très basiques que l'extrême droite a toujours fait son beurre. Mais la réalité dépasse l'entendement. Les commentaires sont interchangeables, débordant d'insultes, de préjugés et de simplismes haineux.

Néanmoins, je suis troublé. La dénonciation de l'UE et des médias, en particulier, n'est pas un phénomène cantonné à l'extrême droite. C'est assez généralisé dans toute la population, et en forte proportion aussi à gauche et à l'extrême gauche. Les passerelles « antisystème » pouvant exister entre l'extrême gauche et l'extrême droite sont un phénomène interpellant. Ce n'est pas un phénomène confortable à analyser. Les militants d'extrême gauche peuvent être très sensibles et très agressifs à ce sujet. À moins que ceux-là soient déjà, au fond, proches de l'extrême droite ? Il y a en tout cas des confusions à analyser, des clairs-obscur à révéler. Ce clair-obscur porte un nom : le rouge-brun.

Une évidence toutefois : si l'extrême droite et la gauche radicale peuvent tenir des discours semblables dans leur dénonciation des

médias, de l'oligarchie ou de l'Union européenne, normalement le repli nationaliste, la peur ou la haine des migrants sont l'apanage de l'extrême droite ou de la droite radicale. Normalement. Pensez-je. Sauf que...

Il semble bien, là-dessus également, que quelque chose soit en train de changer. Ou de refaire surface. Un collègue me rappelle que par le passé, des socialistes ou des communistes se sont laissé séduire par l'idéologie nazie ou, plus modérément, par une forme de patriotisme social (histoire de ne pas dire national-socialisme, car cela fâche toujours). Égalité et redistribution des richesses pour le « peuple » d'ici, mais rejet de l'Autre. On pourrait appeler cela l'aveuglement national par la grille de lecture sociale, quand elle oublie les autres regards à porter sur la réalité.

Aujourd'hui, le rapport à l'accueil des migrants serait un nouveau clivage, s'ajoutant au clivage traditionnel droite-gauche, perturbant la lecture des discours et des événements. Ainsi Sarah Wagenknecht en Allemagne, Jean-Luc Mélenchon en France sont-ils critiqués pour leur manque de clarté et/ou de solidarité vis-à-vis des migrants. Ainsi le *Mouvement 5 étoiles* en Italie, populiste, mélange-t-il des propositions politiques de centre gauche ou écologistes avec des positions anti-migrants dignes de l'extrême droite, d'ailleurs son alliée au gouvernement. Ainsi en Belgique même, le PTB se voit-il régulièrement reprocher d'être trop silencieux sur ce sujet, par électoralisme. La figure du migrant semble devenir le point de fixation et de crispation autour duquel les positionnements politiques habituels se disloquent. Presque tous les partis semblent affectés par une difficulté de positionnement sur ce sujet.

25 août. Nouvelle sortie course à pied. Dans les oreilles, deux épisodes radio de la série « Démocratie en question(s) », diffusée par la RTBF pendant l'été. Un focus sur le populisme. Un focus

sur les migrations. Ces émissions sont tellement riches qu'elles mériteraient une diffusion bien plus vaste encore. Je me dis que mes craintes sur l'avenir de la démocratie sont partagées. Il y a bien quelque chose de pourri, quelque chose qui plane dans l'air et contre lequel le Royaume de Belgique n'est pas immunisé.

27 août. « En Italie, le racisme va crescendo ». Nouvelle secousse à la lecture d'un article de *Libé*. Des adolescents ont tiré à balles réelles sur un jeune Gambien. Les agressions de ce genre augmentent depuis l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite début juin. Des militants fascistes sont entrés dans une église pour intimider Don Massimo Biancalani, prêtre à Pistoia, en Toscane, connu pour son accueil des migrants. Du jamais vu depuis l'ère mussolinienne.

Suis-je égaré par des faits divers ? Le racisme augmente-t-il vraiment en Italie ? Tout cela ne serait-il qu'une parenthèse, un moment de crise un peu tendu, parce que les gens ont perdu confiance envers le monde politique et souffrent d'un sentiment d'injustice ? La montée d'un sentiment anti-migrants, en Italie comme en Belgique et partout en Europe, n'est-il qu'un épiphénomène d'une croissance des inégalités et d'une peur du déclin social ? Le repli nationaliste ne serait-il, en fin de compte, qu'un symptôme passager ?

Il existe, à gauche, une tentation de tout expliquer par les inégalités. Ou, parfois, une stratégie désespérée, pour tenter de garder avec soi ce qu'on pense pouvoir appeler « le peuple », qui consiste à ne pas dénoncer, à surtout montrer qu'on « comprend la colère », en un mot à être étonnamment compréhensif, ou silencieux, vis-à-vis d'actes totalement inacceptables.

Je pense que cette attitude est à la fois contreproductive et inacceptable. Contreproductive, parce que l'histoire montre qu'à ce petit jeu, le fascisme gagne toujours. Il y a une guerre culturelle

qui se joue dans l'espace médiatique et social : si le racisme, l'homophobie, l'antisémitisme, le sexisme, etc. ne sont plus dénoncés qu'à demi-mot par peur de perdre un électorat (pour les partis politiques), une base militante (pour les syndicats) ou un public populaire (pour les associations), automatiquement ces valeurs détestables connaissent un regain de légitimité. Or n'est-il pas plus grave de perdre la guerre des valeurs que de perdre une bataille électorale ?

En disant cela, je ne résous rien, je le sais. Car, par la porte ou par la fenêtre, si l'on veut que les valeurs de solidarité, d'égalité, de liberté, l'emportent sur le racisme et le nationalisme pas seulement dans les médias mais aussi dans les cœurs, il faut se mettre en posture de rencontrer les gens, beaucoup de gens qui naviguent entre deux eaux, racistes qui s'ignorent, nationalistes de circonstance, égarés dans un océan de préjugés qui font office de points de repère, de bouées de secours. Et on ne rencontre pas les gens en leur faisant la leçon sur ce qu'il faut penser. Mais je garde très vive aussi la conviction inverse : on ne rencontre pas les gens non plus en taisant nos valeurs les plus essentielles. Et on ne fait certainement pas progresser ces valeurs non plus. Il est même possible qu'on les perde en chemin. Quand j'observe la trajectoire de Jean-Luc Mélenchon, quand je le vois glorifier le drapeau français et la patrie, je me demande s'il n'a pas égaré un peu de ce qu'il était il y a dix ans. Ou alors, c'est moi qui voyais flou.

Que faire alors ? L'interrogation reste entière. Je ne sais pas. J'accueille ce désarroi qui me permet, au minimum, d'identifier des périls. Il y a des situations où, comme Bartleby dans la célèbre nouvelle de Melville, on « préfère ne pas » (*I would prefer not to*) s'engager dans une voie, sans pour autant identifier très clairement un autre chemin.

On dit toujours que l'Italie est un laboratoire politique, en avance sur le reste de l'Europe et sur le reste du monde. Ce n'est

pas rassurant. L'avenir du « populisme de gauche » est-il le destin du *Mouvement Cinque Stelle* ? La Lega de Matteo Salvini préfigure-t-elle l'arrivée au pouvoir de Marine Le Pen en France, le renforcement du nationalisme de la N-VA en Belgique, voire pire ? L'alliance entre les populismes de droite et de gauche est-elle le débouché naturel d'une rage des populations ?

Alors, m'enthousiasmer parce que les gens sont en colère et refusent les diktats de Bruxelles, veulent renverser la table et tapent sur les médias et les politiques ? *I would prefer not to.*

28 août. Bannon, Salvini, le Parti Populaire en Belgique. Et maintenant, ces émeutes racistes à Chemnitz, dans la Saxe en Allemagne. Suite au meurtre d'un Allemand, pour lequel la police suspecte deux migrants originaires de Syrie et d'Irak, on a assisté dans la ville à une véritable chasse à l'étranger et à des démonstrations de haine raciale, avec des saluts nazis affichés. On parle pour ce lundi d'environ 6000 manifestants d'extrême droite. Les images font le tour du monde.

Tentatives d'explication dans les médias : la Saxe est un terreau fertile pour l'extrême droite, avec son retard économique sur l'Allemagne de l'Ouest et son taux de chômage élevé. Par ailleurs, le pays est le seul à avoir accueilli de nombreux réfugiés lors de la vague d'arrivées de 2015, ce qui peut avoir créé un sentiment anti-migrants plus fort qu'ailleurs.

« Les étrangers dehors ». « Les migrants nous envahissent ». C'est, à nouveau, l'élément central du discours des manifestations. Comment l'esprit humain peut-il en arriver à se cristalliser sur un tel fantasme, à imaginer qu'il s'agisse du problème ? Je me souviens des écrits de René Girard, un anthropologue qui a énormément analysé les mécanismes de la recherche du bouc émissaire. Et je me dis qu'il faudra sans doute s'intéresser, aussi, à la puissance anthropologique des mythes pour tenter de comprendre ce qui est

en train d'arriver. Que le déclassement économique, le sentiment d'abandon n'expliquent pas tout.

30 août. Deux petites semaines. En à peine quinze jours, je me suis ramassé dans la tronche le projet nationaliste en Europe de Steve Bannon, le discours décomplexé du régime de Poutine sur l'avenir de nos démocraties, le regain d'activité du Parti Populaire en Wallonie, le racisme grim pant en Italie et les émeutes d'extrême droite à Chemnitz. Moi qui pensais que l'extrême droite, c'était un ancien problème, me voici ramené brutalement à la réalité.

Et, dans mon esprit comme chez de nombreuses personnes, les repères historiques s'agitent. Ce soir, sur la RTBF, l'émission *Soir Première* a pour invités Jérôme Jamin et Hervé Hasquin. La question est posée : peut-on faire le parallèle avec les années 30 ?

Je crois que de notre capacité à identifier ce qui est semblable et ce qui est différent, inédit dans la situation actuelle, dépend en partie l'efficacité des pistes de réflexion et d'action que nous souhaitons initier pour éviter une plongée hors de la démocratie.

Journal

Octobre

Échange avec les militants,
réconfort des élections communales et
gueule de bois brésilienne

30 septembre. Hier, j'ai présenté à des militant.e.s des *Équipes Populaires* le projet de cette étude. Je leur ai raconté mes « quinze jours d'août » et leur ai livré l'état de mes interrogations sans filtre et sans tabou.

Pour introduire le sujet, j'ai proposé un petit jeu. J'avais isolé des citations politiques. L'objectif était de retrouver qui avait dit quoi. Évidemment, c'était piégé. Certains extraits du programme du Parti Populaire, isolés du reste, ressemblent à des propositions socialistes (sur les petites pensions par exemple) ou écologistes (le PP dit soutenir la permaculture). A contrario, certaines citations de Jean-Luc Mélenchon ont été prises pour du Marine Le Pen, et inversement. Le communiste Georges Marchais évoquant les migrants comme des instruments de la dérégulation capitaliste, ou encore l'allemande Sarah Wagenknecht, mais aussi le socialiste Claude Eerdekens stigmatisant les SDF : autant de fragments de discours qui semblent trahir les valeurs de ceux/celles qui les énoncent. Il ne s'agissait pas, bien sûr, d'assimiler des partis d'extrême droite à des partis d'extrême gauche, ou de dire que droite et gauche ne voudraient plus rien dire, mais de montrer que les discours peuvent alimenter des confusions, que certaines postures rhétoriques sont partagées ; que cela crée des passerelles improbables et un climat confusionniste généralisé, auquel les militants les plus aguerris peuvent se laisser prendre.

J'ai donc parlé sans filtre. J'ai partagé l'équivoque de l'adjectif « populaire », qui porte notre mouvement depuis sa fondation en 1947, et qui est également revendiqué par le PP, porteur de valeurs opposées. Faut-il se battre pour faire gagner une conception du mot « populaire » contre une autre ? Faut-il concentrer son énergie ailleurs et envisager de changer de nom ? Une partie du public avec lequel nous souhaitons cheminer en éducation permanente (éducation... populaire) n'est-elle pas séduite par le discours du PP ? Si oui, est-ce l'échec de l'éducation populaire ? Je n'ai pas de

réponse. Je partage aux militants et aux collègues des interrogations profondes, un désarroi, et le désir de prendre ces questions à bras-le-corps. Je dis que l'avenir de la démocratie ne me semble pas du tout assuré. Je provoque un peu, pas par plaisir mais parce que je pense que c'est indispensable : les gens de gauche, le monde associatif, n'avons-nous pas une responsabilité aussi ? Quand nous critiquons le « système », les « élites », « l'Union européenne » en utilisant le même vocabulaire et la même rhétorique que l'extrême droite, ne participons-nous pas à une grande simplification des récits qui bénéficie, *in fine*, aux nationalistes ? Ou est-ce l'inverse ? En produisant des discours trop complexes, nous coupons-nous des milieux populaires ? Comment partager une parole commune, une critique de ce qui est injuste, avec des mots qui parlent au plus grand nombre, mais sans faire le lit des réponses simplistes ? Faut-il se rallier au « populisme de gauche » qui devient très tendance actuellement ? Questions posées sans tabou. Pas neuves pour un sou, bien sûr. Mais le contexte est tel qu'elles sont plus cruciales, plus dérangeantes que jamais. Parce que pour la première fois depuis 1945, l'Europe semble vraiment au bord du basculement hors de la démocratie. C'est ce que je crois, en tout cas, et que je partage aux militant.e.s présent.e.s. Avant de leur donner la parole, avec un brin d'appréhension.

Leur retour encourage à poursuivre la réflexion. Les prises de parole expriment des sentiments variés : de la crainte, mais aussi de l'enthousiasme à se saisir de ces questions, l'urgence même de chercher un bon positionnement, d'aller à la rencontre de nos groupes sur le terrain, voire de mener une campagne de sensibilisation avant les élections de mai 2019, de construire des outils spécifiques. Et aussi, une réflexion qui se poursuit et s'enrichit des interrogations des uns et des autres. Nous avons toujours cherché à coaliser les milieux populaires, à identifier des dominations communes, dit un collègue : cela ne va-t-il pas dans

le sens du populisme de gauche ? Est-ce la même chose ou sensiblement différent ?

2 octobre. Je viens de supprimer une publication Facebook qui m'a valu d'être confronté, par réseaux sociaux interposés, à certains partisans du Parti Populaire.

Avant-hier, au sortir de la discussion avec les militants des *Équipes Populaires*, gagné sans doute par une sorte d'ivresse de combativité, j'avais posté une photo de Steve Bannon, Matteo Salvini et Mischaël Modrikamen, accompagnée de cette légende : « le con, la brute et le truand » en référence au célèbre film. Cela m'a valu un déferlement d'injures, de menaces et de clichés de la part de quelques « trolls » du parti d'extrême droite, qui a d'ailleurs tenté de retourner cette publication à son avantage en s'attaquant, sans aucun fondement, à la RTBF sous prétexte que l'ami qui avait co-publié cette affiche parodique y est chroniqueur.

Mon objectif était d'exprimer, à quinze jours des élections communales, le danger que représente l'extrême droite à mes yeux. Mais les réactions, centrées sur les personnes, n'engageant pas de débat d'idées, générant un match de ping-pong peu cordial (et c'est un euphémisme), m'ont fait prendre conscience qu'aborder les choses sous cet angle était probablement stérile.

D'autres ne sont pas de cet avis. Certaines pensent qu'il est nécessaire de jouer un rapport de force aussi dans la parole. De ne pas laisser les injures et les préjugés l'emporter dans l'espace médiatique, dans l'espace des réseaux sociaux. Pourquoi se priverait-on de moquer ouvertement des positions du PP si on les estime ridicules ? Pour éviter de se couper de ses électeurs, en espérant les faire changer d'avis ? C'est un débat auquel, à nouveau, je n'ai pas de réponse tranchée.

En attendant, les élections communales approchent, et je vois le nombre de likes augmenter rapidement sur la page Facebook du Parti Populaire. En l'espace d'une semaine, le mois dernier, j'avais

noté une progression de 3000 likes sur cette page, quand par comparaison le PTB en engrangeait à peine 40. Ce décalage m'avait alerté. J'avais même écrit que l'extrême droite était en train de gagner, sous les radars.

14 octobre. Journée électorale. J'aime beaucoup ça. C'est comme un rituel démocratique. Ces jours-là, j'ai l'impression que les gens sont un peu plus civiques, un peu plus responsables, un peu plus dignes que d'ordinaire. Ils n'ont pas les mêmes idées, c'est sûr. Ils ont tous un petit air voltairien aujourd'hui, même ceux qui se foutent totalement de ce philosophe dont ils ignorent la célèbre maxime : « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battraï jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire ». Je suis attaché à cette démocratie, qui fonctionne tout de même. Des gens s'engagent sur les listes. Il y a des projets qui se discutent, la vie collective se distingue davantage qu'en temps normal : elle prend la lumière sur le devant de la scène, les quotidiens individuels, les petits soucis égoïstes reculent un peu dans le tableau. Oui, cette journée me fait du bien ! Dans mon village, les assesseurs font leur job avec le sourire.

Je me demande si, comme je le crains, l'extrême droite francophone va réaliser un gros score à ce scrutin communal.

J'apprends par ailleurs qu'hier, en Allemagne, une manifestation monstre à Berlin a réuni 240.000 personnes contre le racisme et l'extrême droite sous le slogan *Unteilbar* (indivisibles). Tout n'est pas perdu. Il y a des millions de gens prêts à s'engager pour des valeurs de solidarité, d'égalité, d'ouverture, d'accueil. Allez !

15 octobre. Je me suis trompé ! Et je l'admets avec beaucoup de plaisir. Lors des élections communales, sauf exceptions dans l'une ou l'autre commune, le PP est resté très bas. À peine une grosse dizaine d'élus en Wallonie. On assiste plutôt à une déferlante des écologistes et à une forte montée du PTB. Cela veut-il dire que le

danger de l'extrême droite est inexistant chez nous ? À chaud, j'émets un ensemble d'hypothèses combinées. Je ne suis sûr de rien. Mais ne nous privons pas de ce moment de respiration.

Facebook - 15 octobre

Je suis tellement content de m'être trompé au sujet du Parti Populaire. Je pensais qu'il ferait des scores élevés, mais non. Ras des pâquerettes. Bruxelles et la Wallonie semblent résister à l'extrême droite. C'est une fierté et une responsabilité collective.

Comment expliquer cela ? J'ai envie de croire que c'est en partie grâce au fourmillement associatif, à une identité ouverte et festive, à une forte tradition collective. On a entre autres la chance d'avoir les mouvements de jeunesse les plus ouverts au monde, et ça fait des décennies qu'ils cartonnent. Faut croire que ça forge des consciences. Et même si tout le monde tape volontiers dessus, j'ai bien envie de citer notre enseignement. On gagne p'têt pas aux enquêtes PISA, mais on a des caboches moins facho-compatibles au final. Tout ça, c'est des hypothèses... En attendant qu'on me démontre que c'est faux je dis : Cocoricoooo !

En commentaires, on me fait remarquer qu'il y a déjà presque trente ans, « *des enquêtes approfondies en Flandre avaient montré qu'on ne peut identifier qu'une seule caractéristique (âge, diplôme, métier, etc.) qui est significativement plus fréquente chez les électeurs d'extrême droite que chez les autres : c'est qu'ils n'ont pas d'expérience de la vie associative, et entre autres des mouvements de jeunesse. Interprétation : c'est là qu'on apprend à fréquenter des gens qu'on n'aurait pas rencontrés dans son cercle familial ?* » Autre remarque : « *Clairement, ton hypothèse est intéressante. Ce n'est pas pour rien que ceux qui veulent instaurer un régime fort s'en prennent en premier lieu à l'associatif, comme en Pologne et, avant, en Hongrie.* »

29 octobre. Nouvelle gueule de bois. Jair Bolsonaro vient d'être élu président du Brésil. Il est ouvertement sexiste, raciste, homophobe, anti-médias, pro-armes à feu, soutenu par l'église évangéliste et favorable à la torture ainsi qu'à l'exploitation de la forêt amazonienne.

Le choix, par les urnes, de dirigeants autoritaires et nationalistes est un phénomène mondial. Il y a trois jours, un article de *Libération*

a beaucoup tourné sur les réseaux sociaux, du moins dans ma « bulle » de contacts. Son titre : « Les droites radicales fondent sur le globe ».

Je suis irrité par certaines réactions. Il faudrait « comprendre » les électeurs, ne pas condamner, relativiser. Il me semble qu'il règne une grande confusion sur les conditions d'émergence du fascisme. Bien sûr, tous les gens qui votent pour Bolsonaro (ou Trump, ou Marine Le Pen) ne sont pas des fascistes et des racistes, et bien sûr qu'il y a une colère des gens, un sentiment d'abandon et de déclassement. Mais c'est précisément dans de tels contextes que le fascisme émerge. Le combattre, ce n'est donc certainement pas faire comme si ce qui arrive n'avait rien à voir avec le fascisme. Il y a une immense différence entre comprendre les raisons d'une colère et accepter un vote fascisant. L'époque exige de la précision et de la vigilance. Et de ne pas se ruer, par auto-flagellation de gauche, dans n'importe quelle orientation que prend la rage populaire. Car si la source peut être une colère légitime, actuellement le fleuve qui gonfle n'a rien de solidaire ni d'émancipateur. Notre rôle est de combattre ce fleuve nauséabond, de proposer un autre courant, un autre débouché à la colère - pas de la commenter béatement dans l'illusion qu'elle se suffit à elle-même, qu'elle est une Révolution en soi.

**Dix façons
d'achever la
démocratie en étant
persuadé de la
défendre**

Nota bene

Les dix chapitres qui suivent ne présentent aucunement des certitudes. Ils sont une liste de « provocations à usage personnel et collectif » : un cortège partiel et partial de pensées et d'intuitions destinées à explorer ce qui pourrait concourir à affaiblir la démocratie dans nos propres positionnements, *malgré nous* en quelque sorte.

Comme signalé en introduction, ces réflexions (auto)critiques n'exonèrent évidemment ni le néolibéralisme, ni les idéologues d'extrême droite. Le premier déchire le tissu social en détruisant les protections et en exacerbant la marchandisation de la moindre parcelle de monde et d'humain. Il accentue les inégalités qui permettent aux seconds de prospérer par des récits qui se présentent comme réparateurs.

Simplement, de ces deux causes premières et essentielles, il sera peu question ici puisque les projecteurs seront braqués sur des postures, des attitudes et des discours qui, justement, se défendent d'être néolibéraux ou d'être fascisants.

Tout en étant persuadés de défendre la démocratie, il est possible que nous soyons en train de précipiter son recul.

1. Se limiter à l'étymologie

« Mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur de ce monde. »

Albert Camus

Le pouvoir (kratos) du peuple (dêmos), c'est donc cela la démocratie (δημοκρατία). C'est pourtant simple, non ?

Or, tous les linguistes le savent : l'étymologie d'un mot n'est pas sa définition. Il arrive qu'elles aient beaucoup en commun. Il se peut aussi qu'elles n'aient plus grand-chose à voir. Car l'histoire et l'usage ne sont pas toujours savants. Mais l'étymologie est ensorceleuse. Elle donne l'impression grisante de nous faire entrer dans la chair du mot, dans sa vérité profonde, presque alchimique. Ainsi, le travail serait une torture puisque le terme vient de *tripalium*, un instrument utilisé à cette fin dans l'antiquité. Ainsi, la philosophie serait tout simplement l'amour de la sagesse. Tiens, et la révolution ? Un retour en arrière, selon la racine latine *revolvere* ?

C'est l'évidence même : l'étymologie peut éclairer, souvent ; elle peut égarer, parfois. Dans le cas de la démocratie, tout le monde y a recours allègrement. Mais pour quoi faire ? Il existe une tentation étrange aujourd'hui à cet égard, qui consiste à en appeler à l'étymologie non pas en appui à la définition historique et actuelle de la démocratie, même pas pour formuler des propositions d'amélioration, mais *contre* elle. Dans le but de dire que la démocratie n'est pas la *vraie* démocratie et qu'il faut donc la remplacer du tout au tout.

C'est le cas, par exemple, d'une large fraction de ceux qui défendent la mise en place d'un système de tirage au sort pour désigner ceux qui doivent élaborer les lois, et le référendum d'initiative citoyenne (RIC) comme l'alpha et l'oméga de la

démocratie. L'une des figures médiatiques de ce mouvement, adulé par des foules de militants, est le très controversé Étienne Chouard. Son livre-phare s'intitule d'ailleurs, précisément : *Nous ne sommes pas en démocratie !*

Le propos n'est pas ici de dire que le peuple ne doit pas avoir le pouvoir, mais d'attirer l'attention sur le fait que si la démocratie s'enracine, étymologiquement, dans cette préoccupation première, elle s'est construite historiquement autour de principes et d'institutions tangibles qui constituent aujourd'hui sa définition. Que ceux-ci et celles-ci soient imparfaites, certainement ! Mais cela n'est pas dû à la trahison d'un sens originel sacré (étymologique). Au contraire, c'est précisément parce que le peuple et le pouvoir sont des notions impossibles à « fixer » que la démocratie a dû s'inventer, se bricoler pourrait-on dire, un ensemble de principes qui dépassent, de loin, une simple étymologie fantasmée qui n'a d'ailleurs jamais connu de traduction pratique idéale. L'obsession des partisans du tirage au sort pour les cités grecques antiques relève d'un pur anachronisme. Si l'on plongeait un être humain du 21^e siècle dans une cité athénienne de l'antiquité sans l'informer d'aucune forme d'étymologie, il trouverait bien davantage de points communs entre le régime politique de cette cité et celui d'un empire voisin, qu'avec l'époque actuelle. Et si on lui demandait de choisir le régime où le peuple a le plus de pouvoir, il reviendrait en courant au 21^e siècle.

Se limiter à l'étymologie de la démocratie pour décréter que nous ne vivons pas en démocratie, c'est nier tout ce qui la constitue de fait dans nos sociétés. C'est se focaliser sur un mode d'élection, et au prétexte qu'il ne colle pas aux représentations spontanées que l'étymologie fait naître en nous, ignorer tout ce qui existe à côté des élections libres : la séparation des pouvoirs, l'État de droit, la liberté associative, la liberté de la presse, l'interdiction de la torture, divers mécanismes de contrôle...

Il faut préciser qu'« évidemment, ces principes ne sont pas toujours respectés par les démocraties occidentales. Evidemment, la torture a été et est pratiquée par ces démocraties. Evidemment, les libertés fondamentales inscrites dans les grands textes constitutionnels et internationaux sont bafouées en permanence par les démocraties capitalistes, soit dans des textes nationaux qui ne tiennent pas compte des normes supérieures, soit dans les faits⁶. » Pour autant, c'est justement parce que des droits et des principes existent qu'on peut relever et légitimement dénoncer les inacceptables dérives commises par certaines démocraties. En ignorant qu'ils constituent précisément l'essence de la démocratie, en se focalisant sur les processus d'élection et de tirage au sort, on se place dans une position d'indifférence et de contradiction par rapport à ces droits fondamentaux. En effet, « mépriser les droits formels inscrits dans les textes revient à mépriser les combats progressistes du passé et aussi à se rendre inaudibles dans le présent. C'est d'ailleurs tout le problème des discours abstraits et globalisants affirmant sans arrêt que nous ne sommes pas en démocratie : l'incapacité à être crédibles dans la dénonciation des dérives anti-démocratiques réelles⁷. »

Ainsi, il est probable qu'il y ait un très grand malentendu autour de la définition de la démocratie. Beaucoup la visualisent, de façon un peu puérile, comme l'image idéalisée d'un peuple qui a le pouvoir, sans problématiser ni la notion de peuple, ni la notion de pouvoir, ni les difficultés que cela pose si l'on dépasse l'échelle d'une petite ville, d'un petit pays ou même d'un grand pays. Ce sont ces difficultés qui ont conduit l'idée de démocratie à se complexifier, à s'incarner dans une histoire, dans des principes, dans des droits, dans des dispositifs moins facilement appréhendables, c'est vrai, qu'une étymologie ou qu'une assemblée villageoise qui vote à main levée dans un film de propagande soviétique.

Les dispositifs de nos démocraties peuvent, doivent certainement évoluer puisqu'il est manifeste que le sentiment de

défiance envers les institutions est plus répandu que jamais. Ce sentiment ne compte pas pour rien. Il faut continuer à faire évoluer la démocratie. Mais sans se tromper de définition. « *La démocratie n'est pas le gouvernement du peuple par le peuple, mais un processus permanent de conquête de nouveaux droits. C'est ce que l'ouvrage de C. Colliot-Thélène (ndlr : La démocratie sans Demos) souligne, montrant la tension qui traverse l'histoire de la démocratie, entre l'émancipation de l'individu et l'appartenance à un corps politique*⁸. »

2. Noyer le poisson du populisme

« Les hommes obéissent si bien aux nécessités présentes que celui qui trompe trouvera toujours quelqu'un qui se laissera tromper. »

Machiavel

Il faudrait des années, des volumes entiers et une expertise partagée pour épuiser la réflexion sur le populisme. Inutile de préciser que je n'ai aucun de ces éléments à disposition. Les quelques nœuds présentés ici sont, comme tout le reste de cette étude, des poils à gratter pour ouvrir la discussion. L'objectif n'est pas la polémique. C'est bien un doute, un doute sincère, qui est mis ici en pâture à des fins de vigilance et d'intelligence collective.

Depuis quelques années, il est à la mode de revendiquer un « populisme de gauche », à la suite des écrits d'Ernesto Laclau et de Chantal Mouffe⁹. Cela a commencé en Amérique latine, puis avec *Podemos* en Espagne. Puis avec Jean-Luc Mélenchon et la *France Insoumise*. Dans les milieux associatifs, dans les médias alternatifs, c'est un sujet très tendance.

La proposition populiste de gauche énoncée par Chantal Mouffe, résumée très succinctement, consiste à sortir de la conception marxiste du peuple (le prolétariat) pour affirmer que le peuple est « à construire ». « *Car la politique, c'est justement, par définition, le domaine de l'antagonisme, du conflit. La politique consiste à établir une frontière entre un "nous" et un "eux", et tout ordre politique est fondé sur une certaine forme d'exclusion. La réflexion sur la démocratie doit reconnaître l'antagonisme*¹⁰. » Ainsi, si le peuple n'existe pas par nature, pour le construire il faut fédérer des luttes qui ont entre elles des contradictions, mais qui peuvent être unifiées par opposition à un adversaire commun. C'est construire un « nous » dans lequel subsiste de la conflictualité, par opposition à un « eux ». Comment

fédérer les défenseurs de l'environnement, les syndicalistes, les collectifs LGBT, les féministes – entre autres – à partir du moment où ils ne constituent pas un peuple qui se reconnaît comme tel ? Le « *dénominateur commun est, en fait, négatif : c'est "l'autre", c'est le groupe ou la structure qui frustre ces demandes sociales de leur satisfaction. Ce qu'il y a de commun entre ces revendications (environnementales, de genre, sociétales, socio-économiques), c'est le fait qu'elles sont frustrées par une classe politico-économique polluante, machiste, raciste et cupide*¹¹. » Et ce dénominateur commun, c'est la « caste » (selon le vocabulaire utilisé par Podemos en Espagne), l'élite politique et économique.

Cette théorisation résonne fortement dans l'actualité politique. Le mouvement des gilets jaunes, qui a surgi récemment et puissamment dans l'espace médiatique et politique à partir de novembre 2018, est une sorte d'incarnation spontanée de la théorie de Laclau et Mouffe. Le symbole du « gilet jaune » n'est-il pas une application alternative particulièrement frappante du « signifiant vide » ou « signifiant flottant » théorisé par ces deux auteurs ? Le « signifiant vide » est un concept (par exemple « nation », « égalité », « liberté ») qui permet de cristalliser les différentes aspirations vers un horizon commun, inatteignable comme totalité mais qui agit *performativement* (autrement dit, le fait de nommer l'horizon crée une réalité, en l'occurrence un « peuple »). Dans le cas du gilet jaune, il ne s'agit certes pas d'un horizon, mais il est frappant que ce symbole ait pu agréger des gens et des revendications aussi vite et aussi massivement. Serait-ce un symbole tellement parfait, un signifiant « super vide » ou même un « insignifiant » magnifique ?

Enfin, pour terminer cette présentation simplifiée du populisme de gauche, il faut signaler l'influence de la pensée d'Antonio Gramsci dans cette théorisation. Le but est de créer une hégémonie, c'est-à-dire de s'imposer culturellement comme entité qui donne le ton dans la société. Comment ? « *Laclau et Mouffe*

donnent au discours une importance fondamentale dans la constitution de l'hégémonie. Le moment discursif a pour fonction d'unifier ces éléments divers, c'est-à-dire des demandes sociales différentes voire contradictoires, qui se trouvent donc ainsi modifiées, orientées vers ce qui va devenir, sous la plume de Laclau et faisant abstraction de la connotation négative actuelle en France, une authentique stratégie "populiste". Les différents éléments sont unifiés et deviennent partie d'un tout, deviennent un moment, d'une articulation qui peut mener à une forme d'hégémonie dans la société¹²... »

Le populisme de gauche se revendique d'être un populisme. En quelque sorte, il admet des proximités de stratégie avec les populismes de droite, puisque le but est de gagner en partie les mêmes électorats, mais en les articulant autour d'autres contenus. La bataille est culturelle, mais la manière de faire est similaire. *« Quand Chantal Mouffe dit qu'il ne faut pas laisser le monopole du populisme à l'extrême droite, explique Arthur Borriello, elle veut dire qu'il faut, comme l'extrême droite, adopter une stratégie de dédiablement et d'extension de l'impact électoral. »* Cela ne veut pas dire que le populisme de gauche ne s'adresse qu'aux électorats tentés par l'extrême droite, mais que la stratégie de discours est similaire. *« La volonté première du populisme de gauche est d'appliquer la même stratégie, afin de sortir d'une marginalité à laquelle nous condamnons la tradition de la gauche radicale. Une partie de l'électorat du Front national est probablement récupérable, parce que les identités politiques ne sont pas figées et qu'il est possible de répondre à la frustration des gens par un autre discours. Mais je ne crois pas que ce soit l'objectif essentiel. Podemos le dit très clairement : l'objectif, c'est d'occuper l'espace laissé vide par la social-démocratie historique, de réinventer le projet de cette social-démocratie dans d'autres termes. Partout où un parti populiste de gauche important s'impose en Europe, le point commun, c'est bien la situation moribonde du parti socialiste¹³. »*

Aussi stimulant pour la pensée et séduisant stratégiquement puisse être ce populisme de gauche, je crois qu'il faut rester critique sur ses fondements théoriques et stratégiques, mais aussi vigilant

sur ce qui peut arriver ensuite dans les alliances pour le pouvoir qui succéderaient à des succès dans les urnes.

Le sociologue Éric Fassin est très catégorique à cet égard. Selon lui, pour la gauche, « *il n'existe pas de bon populisme.* » Car, pour faire court, « *si le populisme est premier, comme l'expression le suggère, la gauche est logiquement seconde. Ou pour le dire autrement : dans le populisme de gauche, c'est le populisme qui joue le rôle de substantif ; la gauche n'est plus qu'un qualificatif*⁴. » Éric Fassin ne croit donc pas que la stratégie populiste soit la bonne, même s'il peut partager certains objectifs et constats que font les populistes de gauche. « *Oui, le néolibéralisme répudie aujourd'hui le demos, soit à la fois le peuple et la démocratie. Non, le populisme n'est pas une arme efficace contre le néolibéralisme, qu'il se réclame de la droite ou de la gauche, ou encore qu'il rejette ces étiquettes. (...) rapatrier le populisme à gauche n'apportera pas les résultats électoraux escomptés. Quand bien même on échapperait à toute dérive, c'est-à-dire si l'on parvenait à purger le populisme de la xénophobie et du racisme hérités des droites extrêmes, il ne faudrait pas s'attendre pour autant à de réels bénéfices dans les urnes*⁵. »

D'autres, à gauche, ont vis-à-vis du populisme une autre réticence. Plutôt que d'essayer d'en créer un « bon », conscients sans doute que ce jeu-là est périlleux, en théorie comme en pratique, ils s'opposent au contraire à toute utilisation pertinente de ce terme. Parler de populisme, ce serait en quelque sorte une manière rhétorique de disqualifier un adversaire sans avoir à fonder sa critique politiquement. « *Le mot populisme, écrit Ugo Palheta, est l'un des mots les plus problématiques de la langue politique. Il permet en effet aux élites politiques et médiatiques de jeter un même opprobre sur tous ceux qui s'opposent à leurs politiques, et qui s'y opposent pour des raisons pouvant être diamétralement opposées. La catégorie de "populisme" permet ainsi d'englober Le Pen et Tsipras, Grillo et Mélenchon, Berlusconi et Corbyn, Sarkozy et Iglesias, Trump et Sanders, ou encore Thatcher et Chávez*⁶. » Le chercheur voit d'autres raisons de ne pas utiliser la catégorie du

populisme en politique. D'abord le fait que personne ne puisse le définir de façon rigoureuse. Ensuite, parce qu'il s'agit selon lui d'une manière déguisée de critiquer le peuple lui-même, de lui dénier toute forme d'expression politique. Enfin, et surtout, parce que *« l'emploi et la diffusion de la catégorie de "populisme" a eu pour effet de délégitimer, dès les années 1980, le recours au concept de "fascisme" pour parler de l'extrême droite contemporaine, alors qu'il était à l'époque très commun de considérer que le Front national (et plus généralement l'extrême droite européenne) était un héritier du fascisme historique. Quelle bénédiction pour l'extrême droite que de se voir affublée du qualificatif de "populisme" ! Non seulement cela est beaucoup plus acceptable que de se voir qualifier de "fasciste" mais, surtout, cela a permis au FN de se prétendre "du côté du peuple". Les élites l'attaquant en le qualifiant de "populiste", le stigmate était aisément réversible : oui je suis populiste, pouvait affirmer Le Pen, puisque je défends le peuple contre des élites cupides¹⁷. »*

Populisme de gauche ? Refus du populisme de gauche ? Refus du terme « populisme » lui-même ? Difficile d'y voir clair. Les trois positions peuvent sembler défendables. Ce qu'elles ont en commun et dans lequel nous pouvons nous reconnaître à 100 %, c'est l'objectif de lutter contre la « possibilité du fascisme », pour reprendre le titre du livre d'Ugo Palheta. Mais ce qu'elles ont en commun également, c'est peut-être de se livrer à des contorsions théoriques pour préserver, chacune à leur manière, l'innocence de leur posture préférentielle de gauche dans les processus qui peuvent mener au fascisme.

Or, qu'on accepte ou non le concept de populisme dans le débat public, il me semble qu'il est absolument nécessaire de nous interroger finement sur les risques de toute rhétorique de gauche dans la lutte contre l'extrême droite. De toutes les gauches : celles qui se revendiquent populistes, celles qui se disent anti-populistes, et celles qui refusent de parler de populisme.

Ne noyons pas le poisson dans une querelle sur le populisme : demandons-nous plutôt si le vocabulaire que nous utilisons, si les postures que nous adoptons, si les adversaires que nous désignons, si tout cela ne concourt pas, d'une manière ou d'une autre, et malgré nous, à grossir les rangs de l'extrême droite. Rendez-vous au prochain chapitre.

3. Être « contre le système »

« Les antisystèmes sont des produits du système et ne donnent jamais de définition systématique du système. »

Olivier Terwagne

Populiste revendiquée ou pas, ce qui est certain, c'est qu'une grande partie de la gauche culturelle partage avec l'extrême droite une sémantique commune. Et ce qui est troublant, c'est qu'il ne s'agit sans doute pas d'un emprunt artificiel d'un côté à l'autre du spectre politique, mais d'une sorte de culture profonde dans laquelle une large partie de la société baigne. En réalité, on trouve des gens qui se disent contre le système dans tous les partis. Être « contre le système » est l'attitude la mieux partagée au sein du « système ». Tout le monde participe plus ou moins au « système », mais tout le monde est contre.

Quel est le problème alors ? Ne peut-on pas considérer cela comme une sorte de schizophrénie morale, un peu ridicule mais somme toute pas bien grave ? Ce serait une façon pour la majorité des gens de se donner bonne conscience, de profiter des avantages de la société dans laquelle ils se trouvent en s'achetant une position de rebelle à moindres frais.

Seulement voilà : l'affaire est plus sérieuse parce que cette culture antisystème n'est pas tombée du ciel et peut avoir des conséquences bien plus graves qu'un simple petit syndrome passager d'adolescence collective. Depuis une quinzaine d'années, elle s'est répandue grâce à des réseaux essentiellement liés à l'extrême droite, autour de figures comme Dieudonné et Alain Soral.

Cela ne signifie pas que tous ceux qui se disent contre le système sont d'extrême droite, bien sûr. Mais comment savoir de quel côté la grande balance globale de l'antisystème finira par basculer ? Comment garantir, dans un contexte où une partie de plus en plus grande de la population ne se définit plus par adhésion mais par rejet (du système), que la démocratie soit distinguée du « système » dans la dénonciation générale ? Car si être « contre le système » peut signifier des choses bien différentes pour quelqu'un d'extrême gauche et quelqu'un d'extrême droite, il n'empêche qu'on trouve un noyau commun. Le système, ce sont les élites, les riches, les médias dominants, les partis politiques. Tout un vocabulaire est partagé à la fois par des gens de la nébuleuse fascisante (la « fachosphère ») et par des gens qui se revendiquent d'extrême gauche. Et certains, parmi ces derniers, deviennent tellement semblables à l'extrême droite qu'on les qualifierait plus volontiers de rouges-bruns.

Nommons clairement le danger : si le « système », finalement, c'est la démocratie représentative telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, si la gauche radicale et l'extrême droite sont d'accord là-dessus, qu'est-ce qui les empêche de faire passer au second plan les quelques éléments qui les distingueraient, et de faire alliance, fût-ce provisoirement, fût-ce en jouant au chat et à la souris, pour envoyer valdinguer ce que de concert ils nomment : oligarchie, médiocrates, médias dominants, technocrates, pensée unique, bienpensance, eurocrates, « Bruxelles », « la » finance ?

Soyons extrêmement clairs : même si les commentateurs, les politologues, les intellectuels, les militants qui utilisent ce vocabulaire gardent un regard aigu sur les différences majeures entre les propositions politiques des uns et des autres, quel poids cela a-t-il sur une population de plus en plus défiante, se reconnaissant de moins en moins dans la distinction droite-gauche

et se coalisant autour, non pas de projets ou de valeurs, mais d'affects, d'émotions comme la colère et le ressentiment ?

En schématisant (à peine) ce qui se joue dans cette rhétorique antisystème, c'est comme si se livrait une bataille entre deux schémas qui se ressemblent globalement (dans leur posture de rejet des « élites ») mais se distinguent (subtilement). En effet, selon John P. Judis, ce qui distingue le populisme de gauche et le populisme de droite est leur structure : « *Le populisme de gauche défend le peuple contre une élite ou l'establishment. C'est une politique verticale où le bas et le milieu se liguent contre le haut. Les populistes de droite défendent le peuple contre une élite qu'ils accusent de protéger un troisième groupe constitué d'immigrés, de musulmans, de militants noirs. Le populisme de gauche est binaire. Le populisme de droite est ternaire. Il regarde vers le haut, mais aussi vers le bas, dans la direction d'un groupe exclu¹⁸.* »

Le problème, et il suffit d'observer un peu les discours politiques du moment pour le comprendre, c'est que ces deux populismes, pour tenter de séduire les mêmes segments d'électorats antisystème, se taisent sur ce qui les distingue. L'extrême gauche tend à taire les valeurs d'ouverture qui devraient la caractériser. L'extrême droite minimise, dans le discours, la brutalité avec laquelle elle traiterait les personnes migrantes. Or on connaît le sentiment qui domine, dans l'opinion, sur les questions migratoires. Il est à craindre, dès lors, que la course en avant antisystème bascule sur base de cet élément-là. La question migratoire est décisive aujourd'hui. C'est elle qui clive le plus. C'est elle qui peut emporter la démocratie dans un recul, en affaiblissant l'État de droit, la protection des minorités et la liberté d'association. Et ceci, soit par l'accession au pouvoir de l'extrême droite, soit par les pouvoirs actuellement en place dans le durcissement de leur politique pour... freiner l'ascension des national-populismes.

Voilà pourquoi, même avec des intentions révolutionnaires, utiliser la rhétorique antisystème concourt très vraisemblablement à précipiter un basculement fasciste.

L'Italie, qu'on considère souvent comme un laboratoire politique, offre un exemple d'application qui doit nous plonger dans une grande perplexité. Le *Mouvement 5 Étoiles (M5S)*, fondé par Beppe Grillo et dont nul ne nierait le caractère antisystème, y est en effet allié à l'extrême droite (la *Lega* de Matteo Salvini) dans un gouvernement installé en juin 2018. Le M5S ne se revendique pas de la théorisation du populisme de gauche, mais il n'empêche qu'il a été longtemps perçu comme tel.

Dans les faits, voici un pays gouverné par une coalition antisystème. Qui pense sérieusement que ce gouvernement fait avancer la démocratie ?

4. Négliger la puissance des mythes

« Pris individuellement ou collectivement, aussi embarrassant que cela puisse être, nous les humains, nous sommes très similaires aux chimpanzés. Toute tentative de comprendre notre rôle dans l'univers se fondant sur l'étude de nos cerveaux, de nos corps, de nos relations familiales, est vouée à l'échec. La réelle différence entre les chimpanzés et nous est ce mystérieux lien qui permet aux humains de coopérer efficacement.

Ce mystérieux lien s'explique par des histoires partagées et non par des gènes communs. Nous coopérons efficacement avec nos semblables, quand bien même ils nous seraient étrangers, parce que nous croyons ensemble à des choses comme les dieux, les nations, l'argent et les droits de l'homme. Et pourtant aucune de ces choses n'existent indépendamment des histoires que les hommes inventent et se racontent les uns aux autres¹⁹. »

Yuval Noah Harari

« Laissez-les vous appeler racistes, xénophobes, nativistes. Portez-le comme un badge d'honneur, car chaque jour qui passe nous sommes de plus en plus forts tandis qu'eux s'affaiblissent. » Ces mots de Steve Bannon, lors du Congrès du FN français en mars 2018, montrent bien que la stratégie populiste qu'il souhaite faire advenir en Europe mise avant tout sur un rapport de force médiatique et une conquête culturelle de l'opinion.

Le réflexe et, en fin de compte, la seule solution, pour nous qui souhaitons endiguer la déferlante nationaliste, est de proposer un contre-récit. Car c'est bien d'une bataille d'imaginaires qu'il est question. Steve Bannon se fiche probablement d'unir les partis d'extrême droite européens.

« Bannon a compris que les mouvements nationalistes en Europe ont très peu de liens entre eux, chacun étant, par construction, enfermé dans son cadre national et défendant ses intérêts propres. Divisée entre souverainistes et

néolibéraux, nationalistes radicalisés et racistes décomplexés, conservateurs et extrémistes en quête de légitimité, la mouvance des partis nationalistes n'est unie qu'en apparence et n'a souvent en commun que la bannière anti-immigration²⁰. »

Peu lui importe la cohérence des programmes, la technicité des mesures, les débats de sous-thématiques, en fin de compte, ce qu'il cherche, c'est à faire progresser un imaginaire. *« Le mouvement, c'est le cheval de Troie de la campagne de Bannon contre l'Union européenne. Et ce cheval de Troie n'est pas fait de bois, mais de mots. Pour renverser l'Union européenne et en finir avec l'euro, Bannon pense qu'il faut un récit crédible, des héros, une mythologie. Bannon n'entend pas constituer une superstructure politique ou une alliance de partis nationalistes anti-migrants, mais reproduire à l'échelle européenne la bataille culturelle qu'il a menée aux États-Unis avec le site ultra-conservateur Breitbart. »* C'est en effet avec Andrew Breitbart que Steve Bannon a compris que les histoires qui ont le plus d'impact sur leur auditoire ne sont pas celles qui sont les plus vraies ou les plus généreuses, mais celles qui ont la meilleure dramaturgie, qui font appel au réservoir mythologique le plus puissant. Andrew Breitbart *« comprenait que les lecteurs ne reçoivent pas les informations comme des faits, mais qu'ils en font l'expérience viscéralement comme "un perpétuel drame avec différentes lignes narratives, des héros et des méchants". Les récits les plus populaires pour Breitbart étaient des récits de victimisation et de vengeance. Ils mettaient en évidence une persécution frustrée qui avait besoin d'être légitimée. »*

Qui sont les victimes ? Qui sont les méchants ? Dans le récit de Bannon, mais aussi chez Le Pen, Salvini ou dans les discours du Parti Populaire en Belgique, les méchants sont de deux ordres : il y a, tout d'abord, les « élites », les « technocrates », les « financiers », l'Union européenne. Il y a aussi, évidemment, les migrants, cibles permanentes des nationalistes. Du côté des victimes, on retrouve alors une entité assez vague, mal définie, constituée de tous ceux qui « se sentent victimes » à la fois des uns

et des autres, qui peuvent s'identifier aux « perdants de la mondialisation » et que Steve Bannon a appelé, en retournant en sa faveur un terme utilisé par Hillary Clinton contre certains partisans de Trump, les « déplorables ». La machine du récit peut alors se mettre en route : il y a d'un côté la mondialisation et ses symboles (élites et migrants), de l'autre les victimes, un « peuple » à qui il s'agit de raconter qu'il est dépossédé (par les élites) et envahi (par les migrants). On retrouve le schéma du « populisme ternaire » dont il a été question au point précédent. Et pour rendre cette dramaturgie plus puissante encore, les nationalistes n'hésitent pas, évidemment, à dire que les élites sont les alliées des migrants, en organisant leur venue pour profiter d'une main-d'œuvre bon marché. Peu leur importent, à ces dramaturges, que dans les faits la politique migratoire de l'Union européenne soit en réalité une politique très dure et très proche de celle qu'ils préconisent eux-mêmes. Car ce qui compte, ce sont les mots et les histoires. Or l'Union européenne, et la plupart des gouvernements nationaux, racontent une histoire dont l'objectif est davantage un jeu d'équilibriste qu'un récit percutant. Il s'agit de faire avaler la couleuvre aux uns comme aux autres. Le gouvernement belge a rendu célèbre l'oxymore « humaine mais ferme », expression utilisée par ceux qui cautionnaient la politique migratoire de Theo Francken au sein du gouvernement MR-N-VA. Par un tel récit, celui-ci cherche à la fois à préserver un semblant de respectabilité au regard des défenseurs des Droits humains, et à maintenir une image de « fermeté » pas trop lointaine de la « fermeture » dont rêvent les nationalistes. Équilibrisme. Mais en matière de dramaturgie, et c'est ce que Bannon a parfaitement compris, on sort forcément perdant de ce petit jeu. D'où, chez lui, cette obstination à assumer totalement les insultes de l'adversaire. Plus le récit est sanglant, plus il est binaire, plus il sera puissant. C'est en tout cas son pari. « *Bannon est un mythographe, rappelle Christian Salmon. Il a ses héros, ses mythes, ses récits et ses dates mémorables. Il a fait*

du 9 septembre “qui tombe un dimanche cette année” une date clé et même un jour saint : “le jour saint des déplorables”. C’est en effet il y a deux ans le 9 septembre 2016 que Hillary Clinton avait qualifié certains supporters de Trump d’individus “déplorables”. »

Le dégoût que nous inspire le racisme de Steve Bannon ne doit pas nous empêcher de prendre au sérieux sa stratégie, qui repose sur la redoutable efficacité des récits. On y retrouve, en quelque sorte, une prise en compte de la force anthropologique des structures narratives les plus profondes de notre imaginaire. En particulier celle qui aboutit à la désignation d’un « bouc émissaire », que l’anthropologue René Girard a longuement théorisée.

Deux risques existent alors. Le premier serait d’ignorer cette composante mythologique, et de s’entêter dans un rationalisme stérile. Se limiter à décrypter les fake news, à accumuler les fact-checking et penser, en bonnes filles et bons fils des Lumières, qu’une pédagogie éclairée à base de statistiques officielles et académiques permettra de démonter les fausses mythologies montées en épingle par les populistes.

Décoder, déconstruire, fact-checker est absolument nécessaire et il faut le faire. Mais depuis le Brexit, depuis l’élection de Donald Trump, on voit bien que cela ne suffit pas. Aussi désespérante que puisse être cette affirmation, l’exactitude, la véracité n’ont pas sur les humains le même pouvoir de séduction qu’une bonne histoire.

Dans une réponse à Frédéric Lordon qui s’était livré à une critique sans nuance du fact-checking, Daniel Schneidermann défendait ce dernier tout en constatant le déséquilibre des forces. Ce n’est pas parce que ça ne marche pas assez qu’il faut abandonner, affirmait-il en substance. « *Oui, les Décodeurs écopent. Ils écopent avec leurs petites timbales. Ils écopent si dur, ils se prennent dans la figure tant de paquets de mer ces derniers temps, qu’ils n’ont peut-être pas le temps de voir d’où vient l’écume. Ils écopent comme écopent les économistes*

hétérodoxes dans une université sous domination orthodoxe, les profs dans les ZEP, les infirmières des services de nuit, les juges dans les tribunaux surchargés. Est-ce une raison pour abandonner²¹ ? »

Défendre l'exactitude et la véracité, oui, bien sûr, sans relâche. Mais ne faire que cela ? Ne parler qu'avec des chiffres et des tableaux ? C'est la débâcle assurée. Car c'est nier l'un des moteurs les plus profonds d'humanité : la force des histoires.

Une autre attitude pourrait être de travailler à l'élaboration d'un contre-récit. C'est ce que prônent de nombreuses personnalités impliquées dans les initiatives de transition, par exemple. Rob Hopkins, l'un des initiateurs de ce mouvement, ou plus récemment Cyril Dion, le réalisateur du film *Demain*, ne cessent d'en appeler à l'imaginaire et à l'émergence de nouveaux récits positifs, susceptibles de nous rendre le futur désirable. C'est surtout l'imaginaire du capitalisme et de la croissance qu'ils appellent à désarter.

Cette attitude est évidemment louable et nécessaire. Mais elle comporte aussi certains risques. Le premier, inhérent à toute mise en récit, serait de trop s'éloigner des faits. Peut-être pas par mensonge délibéré, mais comme emportés par une telle envie de susciter l'enthousiasme que seules les choses positives seraient dites, voire grossies. Cela peut créer un décalage par rapport au réel. Or, ce n'est pas parce qu'on adhère à un mouvement ou à ses valeurs qu'on peut s'exonérer de la recherche de véracité et d'exactitude.

Un autre risque de cette recherche effrénée d'un contre-récit serait de penser que toutes les histoires ont la même force de séduction. Ou qu'il suffit d'opposer une histoire qui se termine bien à une autre qui se termine mal pour emporter l'imaginaire collectif. Or non. Un peu de connaissance en matière de dramaturgie, de mythologies et de littérature comparées nous enseignent une chose essentielle. Les histoires les plus populaires

(pas forcément les meilleures, mais celles qui ont le plus de chances de toucher rapidement un auditoire très large) sont celles qui ont une structure narrative assez lisible, avec un héros et un adversaire bien identifiés. On pressent le problème. Quand on cherche à créer un récit collectif aligné sur des valeurs de progrès et d'émancipation, avec une place pour chacun dans la société, il est compliqué de proposer une dramaturgie aussi efficace que celle qui oppose deux camps, par exemple. L'imaginaire positif du mouvement de la transition, d'ailleurs, est essentiellement « paysager ». On dessine une ville ou un village idéal, plein de coopération, de productions locales, de résilience. Mais ça manque d'action en termes hollywoodiens. Sauf à vouloir identifier un « ennemi ». Disons, pour faire simple, le capitalisme. Mais le capitalisme, c'est qui ? Certains iront jusqu'à personnifier : c'est Macron, c'est les riches, c'est les élites, etc. Mais on voit alors le piège se refermer et le serpent se mordre la queue : à dire cela, on reproduit à peu de choses près la structure dramaturgique des nationalistes, avec ses simplismes, ses déformations de faits et sa recherche de boucs émissaires. C'est le jeu périlleux du populisme de gauche. Car qui aura le moins de gêne à pousser le bouchon au maximum dans la quête d'une dramaturgie simple et puissante ? La course au récit populaire est dangereuse : soit elle est condamnée à être toujours moins efficace que les récits authentiquement fascistes qui n'auront aucun scrupule à faire un pas supplémentaire dans la caricature ou le mensonge, soit elle finit par autodétruire les valeurs mêmes au service desquelles elle s'était engagée.

C'est sans doute parce que les mythes sont ce qu'il y a de plus puissant dans l'être humain que le fascisme a besoin de s'y enraciner. Écrivains, historiens et philosophes ont abondamment montré la proximité que tout fascisme entretient avec le mythe²². Pour déshumaniser, il est nécessaire d'aller au cœur de l'humain.

Que faire alors ? Équation compliquée. Miser sur les faits (le fact-checking) est indispensable mais impuissant. Proposer un contre-récit est nécessaire mais dangereux. Naviguer en prenant le meilleur de ces deux attitudes semble sage, mais on peine à croire que cela soit très attractif.

Peut-être faut-il accepter, en attendant de distinguer une issue dans cette réflexion sur les narratifs et la dramaturgie politique, de ne pas savoir, de ne pas visualiser la victoire. Cela ne signifie pas ne rien faire. Si l'on ne distingue pas de stratégie avantageuse, pour l'instant, en matière de récit, peut-être est-ce parce que la seule réponse que nous puissions opposer à la force brute des nationalismes est celle de nos valeurs, des droits et des libertés fondamentales. Il faut peut-être se résoudre à ne pas viser la victoire, mais à choisir la justice, le droit, la dignité. À ce titre alors, qui sait, en oubliant de construire artificiellement des héros, des victimes et des adversaires simplifiés, en agissant au nom des valeurs et des droits universels, à ce titre seulement, fragiles et sans calcul pré-électoral, des héroïnes et des héros se révéleront-elles/ils malgré eux.

On voit déjà le sourire se dessiner et on entend déjà le mot se former dans l'esprit des réalistes et des cyniques. « *Bisounours* ».

5. Mépriser les réseaux sociaux et réfléchir sans partage

« On peut – il faut – déplorer la médiocrité généralisée du débat public qui a accompagné l'essor des réseaux sociaux. Mais il faut en même temps "s'autoriser à penser" le formidable espace de démocratisation qu'il ouvre. »

Edgar Szoc, « Penser sans autorisation »,
Revue Politique, 3 décembre 2018

On raconte que la prise de Constantinople en 1453, qui marque dans nos livres d'Histoire la chute de l'empire romain d'Orient, fut facilitée par ce fait étrange : les dignitaires religieux byzantins étaient trop occupés à instruire une réflexion théologique consistant à déterminer si les anges étaient sexués. Cela a donné lieu à l'expression « querelle byzantine » pour désigner des discussions stériles à propos de sujets non essentiels.

Je ne connais pas le degré de vérité historique de cette anecdote. Quoi qu'il en soit, elle peut faire écho à bien des pratiques qu'on peut constater aujourd'hui. Ce qui suit, faut-il le rappeler, est une provocation destinée à ouvrir la réflexion. Le parallélisme avec la querelle sur le sexe des anges est un peu excessif. Disons que c'est une sorte de boule puante qu'on jetterait dans le salon de sa propre famille au dîner de Noël, histoire de bousculer les certitudes, de forcer tout le monde à changer de pièce, à sortir de son rôle, de sa posture, de ses anecdotes habituelles. Comme une espèce de promenade collective dans l'air revigorant du dehors qui force à quitter ses réflexes de pensée.

Une partie non négligeable de l'activité de nos associations, dans le secteur de l'éducation permanente ou, plus généralement, dans la grande galaxie du « socio-culturel », consiste à organiser des

conférences, à faire des réunions, et encore des réunions, et des colloques, et à écrire des articles et des études (comme celle-ci), et à faire des conférences à partir des études et des articles susmentionnés, à ensuite se rassembler à nouveau pour discuter (exemple fictif) de « l'héritage bourdieusien dans le champ de l'éducation permanente, comprise non pas comme objet légiféré mais comme pratique agissante et comme composante dialectique des structures de pouvoir, dans l'espace laissé vide par le concept polémique de multitude ». Vous suivez l'idée ? Vous voyez le lien avec le sexe des anges, tandis que Rome brûle ?

Vous connaissez la valeur inestimable de la fourmilière des savoirs et vous n'avez pas envie de critiquer les apports académiques et culturels de la pensée, même jargonante. Vous savez que parfois le sens, comme le diable, se cache dans les détails, dans la pensée complexe et dans le bien-dire. Mais quand même. Vous avez déjà jeté un œil sur les groupes Facebook des gilets jaunes ou sur les commentaires fleurissant sous les articles d'infos plus ou moins *fake* circulant dans la fachosphère ou la mélencosphère ou même parfois dans votre fil d'actualités. Et du coup, vous avez un doute sur le champ de production populaire des valeurs et des savoirs. Vous avez comme une intuition sur les espaces où il serait nécessaire d'aller bien davantage pour faire – jargonons – de la démocratie culturelle. En tout cas, vous vous demandez sincèrement comment diable toutes vos analyses, études, conférences, colloques et autres réunions pourraient bien tomber sous les yeux de tout ce monde en train de se forger une culture politique ailleurs que dans les bons vieux espaces où vous estimez que ça se joue. Vous avez un peu l'impression que la rue, les salles de conférence, de colloque se sont vidées au profit d'une autre rue, d'autres salles, d'autres colloques qui se tiennent ailleurs. Sur les réseaux sociaux. Et vous êtes un peu perdu.

Les réseaux sociaux ? Mais c'est virtuel, cela ! Ce n'est pas la vraie vie, ce n'est pas le vrai monde, ce n'est pas la vraie rue. Ceci n'est pas du mépris de classe, mais plutôt du mépris d'époque pourrions-nous dire. Les réseaux sociaux, c'est considéré comme de l'éphémère, de l'immédiateté, des bulles. Ça finira toujours par se dégonfler.

On se rassure comme on peut. N'empêche. On sait maintenant que Trump n'aurait pas été élu sans ces canaux-là. Que les révolutions arabes y ont eu recours. Les gilets jaunes aussi. Que cela occupe certains humains plusieurs heures par jour (des militants de gauche comme de droite ou du centre, des jeunes et des moins jeunes). On sait les luttes d'influence qui s'y jouent. Alors, sans nier toute l'importance de maintenir vivants les espaces de débat et d'échange, les collectifs de la « vraie vie », il est sans doute indispensable de mener une réflexion profonde sur les espaces de débat et d'échange, les collectifs de ladite « vie virtuelle », tout aussi réelle que l'autre dans sa capacité à construire de l'opinion, de la pensée – qu'on déplore ou pas les opinions qui s'y forment.

Comme nous le confiait Marie Peltier, auteure de deux livres sur le conspirationnisme²³, « *Les réseaux d'extrême droite et la propagande russe, qui se recoupent largement d'ailleurs, ont compris bien avant nous à quel point le nouveau terrain politique, ce sont les réseaux sociaux. Du moins en ce qui concerne la bataille des idées. Ils ont dix ans d'avance sur les progressistes. Et ils ont donc investi des formats spécifiques qui ont un impact important sur ces réseaux sociaux. Je crois donc qu'il faut vraiment arrêter avec les discours du genre : Internet ce n'est pas la vraie vie, pas la vraie politique, etc. Non, c'est là que ça se passe, qu'on le veuille ou non.* » La conclusion que nous devrions en tirer, avec elle, semble évidente : « *Il y a donc un enjeu fondamental d'occupation de cet espace par les acteurs démocratiques*²⁴. »

Cela pourrait avoir des implications très concrètes, notamment en matière de financement des missions d'éducation permanente

en fédération Wallonie-Bruxelles. Ce dispositif assez unique dans le monde, qui participe à créer une véritable culture démocratique collective, ne doit pas s'enfermer dans des verrouillages institutionnels. Actuellement, des collectifs, souvent jeunes, créent des formats nouveaux destinés aux réseaux sociaux, qui ont toute leur pertinence dans une logique d'éducation populaire. C'est par exemple le cas du webmédia « Tout va bien », lancé en 2018 par un collectif dans le giron du festival *Esperanzah*. Il est important de soutenir structurellement ces démarches et, bien davantage, de les susciter, de mener une réflexion profonde sur les « nouveaux espaces démocratiques » où il faut aller co-crédier du collectif, du débat, de l'esprit critique avec les gens qui s'y trouvent et dans les formats qui s'y pratiquent. Pas seulement dans les bulles militantes déjà assez bien reliées aux réseaux associatifs, mais aussi et surtout avec les gens qu'on ne voit et qu'on n'entend jamais, qui se méfient des corps intermédiaires. Comment faire ? Défi aussi difficile qu'indispensable. Mais il est urgent de s'y atteler ! Cela ne nécessite-t-il pas de remettre en question les attachements exclusifs aux formats que nous, par confort, avons l'habitude de pratiquer ? Les textes de 60.000 signes, par exemple ? C'est vrai que, sur les réseaux sociaux, on peut « partager » sans réfléchir. Mais ce serait tout aussi dommageable de réfléchir sans partager.

Négliger ces « nouveaux espaces de démocratie » nous expose au risque de ressembler, d'une certaine manière, aux Byzantins devisant sur la sexualité des anges tandis que Constantinople tombait. *Mutatis mutandis* : car dans notre cas, c'est la démocratie qui est assiégée.

6. Soutenir une dictature sous prétexte qu'elle ne serait pas moins démocratique que nos démocraties impérialistes

« You're not going to like what comes after America. »

Leonard Cohen

Le titre de ce chapitre peut sembler surréaliste. Quel défenseur de la démocratie pourrait avoir de la sympathie pour un régime autoritaire ? Cela semble absurde. Et ça l'est. Néanmoins, les faits sont là et il n'est même pas nécessaire de tendre l'oreille pour entendre l'admiration que peuvent susciter Vladimir Poutine, Nicolas Maduro ou même Bachar El-Assad chez des gens qui s'empressent de dire par ailleurs qu'il faudrait chez nous une « vraie » démocratie.

Ces dernières années, cette attitude a été très répandue parmi des gens de gauche qui, a priori, sont plutôt favorables aux idéaux de liberté et d'égalité. Ce retournement improbable s'explique par une focalisation exclusive sur les enjeux géopolitiques, une grille de lecture encore très largement héritée de la guerre froide et une obsession pour la superpuissance de l'Occident. Appelons cela l'anti-impérialisme primaire et aveugle.

La Syrie a été pour moi le révélateur dramatique de cette posture anachronique, qui s'est révélée à la fois ridicule d'un point de vue factuel et scandaleuse d'un point de vue éthique. Pour faire simple (ce n'est de toute façon pas beaucoup plus complexe dans les discours des anti-impérialistes), la Syrie a été considérée par ces géopoliticiens en chambre comme un chapitre de plus dans le récit

de l'impérialisme occidental. La révolution syrienne ? Un complot de la CIA pour le pétrole, disent-ils. La répression sanglante du régime de Damas ? Des « médiemensonges », selon l'expression d'un des idéologues en chef de ce récit anti-impérialiste aveugle. L'intervention russe ? Légitime, disent-ils encore, pour protéger un État souverain et, argument suprême, historiquement « laïc ».

Partageant avec l'extrême droite une analyse commune, une très large partie de la gauche radicale européenne a ainsi contribué à installer un récit conspirationniste au sujet de la Syrie (avec quelques réserves de circonstance sur la brutalité du régime d'Assad). Sous des formes plus ou moins nuancées, cette vision des choses s'est imposée, elle est devenue *mainstream*. Mais il s'agit d'une vision aveugle aux aspirations des populations, qui observe le monde avec les lunettes de la géopolitique des nations. *« Cette gauche affiche de profondes tendances autoritaires, notamment en plaçant les États eux-mêmes au centre de l'analyse politique. Peu importe qu'il s'agisse de dictatures, la solidarité s'exprime ainsi en faveur d'États (perçus alors comme les acteurs principaux des luttes de libération) plutôt qu'envers les groupes opprimés et dépourvus de privilèges d'une société donnée. Aveugle à la guerre sociale se jouant au sein de la Syrie elle-même, ce type de vision considère le peuple syrien, quand il est pris en compte, comme un pion négligeable dans une partie d'échec géopolitique. Cette gauche répète ainsi "Assad est le dirigeant légitime d'un pays souverain" comme un mantra. Assad a pourtant hérité du pouvoir par son père et n'a jamais mené ni gagné d'élection libre et équitable. »*

Qu'une telle lecture anti-impérialiste se soit imposée n'est pas seulement le fruit d'un aveuglement idéologique. Elle est aussi le résultat de politiques interventionnistes occidentales sur d'autres terrains, en particulier en Irak en 2003. L'administration Bush a effectivement inventé le prétexte des armes de destruction massive qu'aurait détenues le régime de Saddam Hussein. L'importation de la démocratie a alors objectivement fait partie de l'argumentaire américain.

Le problème est que cette intervention est devenue, pour beaucoup, le modèle-type de l'intervention militaire occidentale, qui serait par nature impérialiste, mensongère, intéressée. Et si cela ne colle pas avec ce qu'en disent les journalistes, c'est parce que nos démocraties développeraient une « propagande de guerre ». Tel est le parfait petit manuel de l'anti-impérialiste. Tellement parfait que même quand les pays occidentaux n'interviennent pas (comme ce fut le cas en Syrie vis-à-vis du régime), ils sont accusés d'interventionnisme par anticipation. En réalité, comme tout dogmatisme, ce récit ne tient que par la simplicité extrême de son modèle explicatif : il suffit de dupliquer d'un pays à l'autre, le grand méchant loup étant toujours le même (les USA), agissant toujours pour les mêmes raisons (le pétrole) et manipulant les foules de la même façon (la propagande). Mais à vous, on ne vous la fait plus ! Séduisante mécanique complotiste.

Séduisante, mais absurde. Car si la politique étrangère américaine a été souvent interventionniste, cela ne signifie pas 1) qu'elle le soit systématiquement et pour l'éternité, 2) que les populations des pays arabes ne puissent pas par eux-mêmes aspirer à la démocratie et se soulever spontanément, 3) que d'autres puissances militaires soient plus désintéressées ou plus légitimes, selon l'adage « les ennemis de mon ennemi sont mes amis ».

Ceci étant, il n'est pas du tout idiot d'être anti-impérialiste. Évidemment. Ce qui est idiot – et criminel –, c'est de plaquer la même analyse sur tous les conflits du Moyen-Orient indépendamment des contextes, des dynamiques des sociétés, et même indépendamment des faits. En ce qui concerne la Syrie, cette analyse géopolitique en contreplaqué a eu pour effet de rendre quasi invisible, dès 2013, la société civile syrienne qui avait impulsé la révolution et était en train de se construire une culture démocratique autonome, dynamique et exceptionnelle.

Le drame est bien sûr avant tout humain : les centaines de milliers de morts de ce conflit, les millions de réfugiés auraient mérité de la part des démocrates occidentaux une attitude bien plus courageuse et bien moins « géopolitique ».

Il y a d'autres drames et d'autres incohérences. La situation au Yémen par exemple, distincte, implique une tout autre analyse de l'indifférence des opinions occidentales. On pourrait encore parler de la République Démocratique du Congo. Ou du Venezuela. Et ainsi de suite. Que les intérêts géopolitiques et commerciaux soient réels ou fantasmés, dans toutes ces situations, des droits fondamentaux sont niés au profit d'analyses globales. La Syrie est un exemple de contresens éthique particulièrement douloureux et tragique, mais il y en a d'autres.

Le drame est aussi culturel et politique. À présent, toutes les populations attachées à la démocratie sont prévenues : on ne lèvera pas le petit doigt pour elles. L'universalité des droits humains est un horizon de moins en moins partagé. C'est vrai, ceux-ci ont pu être utilisés comme prétextes à des interventions occidentales désastreuses. C'est vrai, l'Occident n'a jamais été à la hauteur de ses idéaux. Mais faut-il pour autant les reléguer au second plan ?

Comment peut-on encore défendre les droits humains les plus élémentaires si on ignore purement et simplement les humains d'autres sociétés au profit de grilles de lecture anti-impérialistes ? Comment l'idéal démocratique peut-il rester crédible, y compris dans nos pays, si l'on soutient ailleurs des dictatures par cynisme économique ou par dogmatisme idéologique ?

7. Exclure au moindre soupçon

« Comme tu tiens à ta pureté, mon petit gars ! Comme tu as peur de te salir les mains. Eh bien, reste pur ! A quoi cela servira-t-il et pourquoi viens-tu parmi nous ? La pureté, c'est une idée de fakir et de moine. Vous autres, les intellectuels, les anarchistes bourgeois, vous en tirez prétexte pour ne rien faire. Ne rien faire, rester immobile, serrer les coudes contre le corps, porter des gants. Moi j'ai les mains sales. Jusqu'aux coudes. Je les ai plongées dans la merde et dans le sang. »

Jean-Paul Sartre, *Les mains sales* (1948)

La démocratie n'est pas un état stable et éternel, mais bien plutôt un processus, un mouvement, un ensemble complexe d'éléments formels et informels : des principes, des institutions, des textes, un imaginaire, une culture partagée, une histoire. On peut bien souvent dire que ceci ou cela est *plus démocratique* ou *moins démocratique*, mais il sera compliqué de trancher de façon binaire en traçant une ligne de démarcation entre ce qui est démocratique et ce qui ne l'est pas.

D'ailleurs, nous l'avons vu, il est aventureux, voire carrément antidémocratique, d'avoir en tête une idée simple et figée de ce qu'est la « vraie » démocratie, par exemple la démocratie directe, par opposition aux « fausses démocraties » que seraient les (évidemment imparfaites) démocraties occidentales.

En conséquence, si l'on accepte que la démocratie est un processus jamais entièrement réalisé, un espace partagé, on doit se résoudre, pour la défendre, à des débats, à des alliances, à des collaborations avec des personnes et des collectifs, avec des partis politiques qui ne partagent forcément jamais *exactement* la même conception de la démocratie que nous. Dans le périmètre démocratique, on navigue par confrontation d'idées. C'est la nature même de la démocratie.

Cela ne veut évidemment pas dire tout accepter. S'il y a un périmètre, il y a des limites, donc des lignes rouges. Cela signifie, par exemple, qu'on peut débattre de la politique migratoire et être en désaccord, mais qu'on ne peut autoriser que soient remis en cause les droits humains universels comme le droit d'asile. Autre exemple : on peut être en désaccord fondamental sur le modèle économique à promouvoir, mais on ne peut autoriser n'importe quelles conditions de travail. Il y a des lignes rouges.

A. Dans le débat public et médiatique

Pour ces exemples, les choses semblent claires car elles sont régies par le Droit. Mais dès lors qu'on entre dans l'arène strictement politique, dans le débat, dans la confrontation démocratique à l'intérieur du périmètre partagé, cela peut vite se compliquer. Surtout en période de crise. Et surtout si l'objet des débats renvoie sans cesse à la définition du périmètre lui-même.

Le risque, alors, est de s'isoler dans un périmètre trop étroit, par excès en quelque sorte. Le danger est de tracer les lignes rouges trop près de notre propre angle de vue sur la démocratie. Cela arrive probablement davantage aux spécialistes, focalisés sur des aspects particuliers, qu'aux généralistes. Et souvent avec les meilleures intentions du monde. Ce que j'ai souvent pu observer, c'est une diffusion du soupçon, une généralisation du bannissement ou du « blacklistage » (la mise sur liste noire) par contamination de proche en proche à partir d'un sujet particulier. Un tel ? Ah non, il est proche de tel autre, qui est un néolibéral, allié à des nationalistes au gouvernement, on ne peut décemment plus envisager de construire quelque chose de démocratique avec des gens pareils ! Ou, sur un autre segment du spectre politique : elle ? Mais elle fait partie de la France Insoumise ! Ce parti à la tête duquel se trouve un homme qui a affirmé que Poutine faisait du

bon boulot en Syrie. Et hop, en voici une de plus qu'on écarte de toute possibilité de construction démocratique.

Mais si l'on exclut trop, trop vite, sur base de trop peu d'éléments objectivables, on pourrait se retrouver dans la position du sniper symbolique de la démocratie, qui dézingue tout ce qui lui semble présenter le moindre risque potentiel d'éventuelle dérive. Or les snipers pourraient se retrouver bien seuls si leurs cibles, à force d'être symboliquement dézinguées, blacklistées, soupçonnées de s'approcher des lignes rouges, les franchissaient par dépit. D'autant qu'on est probablement tous la cible de quelqu'un d'autre, d'un autre sniper démocratique depuis un autre angle de tir.

Ce risque de « blacklister » trop vite, je reconnais le détailler avant tout pour moi-même. À force d'avoir été déçu par un nombre inimaginable de personnalités politiques, et de personnes engagées, à cause de leur position anti-impérialiste aveugle sur le conflit en Syrie (voir le chapitre précédent), je me suis rendu compte qu'il restait peu d'interlocuteurs sur lesquels compter pour une vision universelle des droits humains et des idéaux démocratiques. C'est par ce qui nous touche le plus que nous risquons, parfois, de tracer des lignes rouges trop proches de notre cœur.

Sur un sujet ou sur un autre, aucun d'entre nous, même animé.e des meilleures intentions du monde, ne me semble à l'abri de ce syndrome des lignes rouges trop proches, qui mettent un terme précipité à la possibilité de débat démocratique.

B. Implications au quotidien et en éducation populaire

C'est un fondamental, mais il est nécessaire de le rappeler. Quand nous parlons avec des gens qui ne font pas profession d'idéologues ou de militants, mais qui disent spontanément le monde dans les catégories qui s'imposent à eux, il est indispensable

de ne pas s'arrêter aux préjugés et aux réflexes de pensée qu'ils pourraient exprimer.

Baignés dans un débat public et des instrumentalisation politiques qui donnent au phénomène migratoire une tonalité anxiogène, les gens peuvent rapidement nous sembler racistes par exemple. Et si pour nous, il s'agit évidemment d'une ligne rouge absolue, il ne faut pas oublier que ce que nous devons vouloir, ce n'est pas l'exclusion des personnes racistes du débat collectif, mais l'exclusion du racisme lui-même. Aucune personne ne se réduit à ses préjugés ou à ses idées. Une attitude strictement et immédiatement excluante face à des expressions populaires de racisme (ou d'homophobie, ou de sexisme) conduit à cliver encore davantage la société entre ceux qui penseraient « bien » et ceux qui penseraient « mal », clivage qui est à la source de cette horrible expression de « bienpensance » utilisée par certains pour disqualifier des valeurs qu'ils estiment déconnectées de certaines réalités. Tout enseignant, tout animateur connaît cet espace inconfortable qui peut succéder à la libération de la parole des gens : entre les valeurs que l'on porte, le souci du groupe et les finalités pédagogiques, il n'est pas toujours possible de visualiser un chemin.

Mais il y a une différence entre le dialogue et la complaisance. Ne pas exclure d'emblée, cela ne veut pas dire accepter, se taire ou « comprendre ». Chaque expression de racisme, de sexisme ou d'homophobie doit être relevée et dénoncée comme telle. Cela peut se faire en maintenant le dialogue, par la maïeutique, la discussion collective, dans des processus d'éducation permanente. Le degré de tolérance de notre réaction doit sans doute être proportionné à la place occupée dans la société par celui ou celle qui parle. Aucune place ne peut être donnée aux idéologues du racisme, du sexisme, de l'homophobie, qui instrumentalisent les

peurs et les préjugés. Pour les autres, un dialogue franc s'impose. Patient peut-être, mais pas infini. Exclure d'emblée, c'est renforcer le clivage. Laisser dire, accepter trop, trop longtemps, c'est légitimer. Le fil est fragile.

8. Se griser de colère et de Révolution

« La colère est le désir qui nous excite à faire du mal à celui que nous haïssons. »

Baruch Spinoza, *Ethique* (1677)

Au moment d'écrire ces lignes, la France est toujours embrasée par le mouvement des « gilets jaunes ». Ce mouvement spontané, massif et décentralisé a surgi en-dehors des formes habituelles de protestation généralement encadrées par des corps intermédiaires. Il fait preuve de persévérance de semaine en semaine. Il a obtenu des résultats – qu'on soit d'accord ou pas avec les mesures décidées par le gouvernement français pour répondre aux gilets jaunes, il ne fait aucun doute que c'est la force de leur mobilisation qui a fait plier le pouvoir.

Il n'en faut pas davantage pour que certains y voient un véritable mouvement révolutionnaire. Parmi les associations, les syndicats, les partis de gauche, tous ces corps intermédiaires délaissés, précisément, par les gilets jaunes, nombreux sont ceux qui y voient un retour du peuple en train de faire sa révolution comme il l'entend. Les comparaisons avec Mai 68 ou 1789 abondent. C'est bien naturel, après autant de décennies de disette révolutionnaire.

Il ne fait plus aucun doute, absolument aucun, que le mouvement des gilets jaunes est enraciné dans une colère légitime vis-à-vis des injustices sociales et fiscales dont chacun peut être victime ou témoin. Il ne fait aucun doute non plus que la forme de la mobilisation a pris tout le monde au dépourvu et est, à ce titre, révolutionnaire. Comme le signale l'anthropologue David Graeber, « *Si l'une des caractéristiques de tout moment véritablement révolutionnaire est l'échec total des catégories conventionnelles à décrire ce qui*

est en train de se passer, alors nous sommes en train de vivre des temps révolutionnaires²⁵. »

Temps révolutionnaires, certainement. Pour autant, un climat d'insurrection, l'existence d'inégalités sociales, une somme de colères légitimes, des formes de protestation inédites ne suffisent pas en eux-mêmes à faire évoluer la société dans le sens du droit, de l'égalité, de la justice. La marmite bouillonne et la possibilité de progrès sociaux et démocratiques est réelle. Mais cela reste une possibilité.

Car il y a d'autres ingrédients dans la marmite et les cuisiniers qui l'entourent ne sont pas tous des révolutionnaires au grand cœur. Parmi les autres ingrédients du contexte sociétal global, citons notamment un fort sentiment anti-migrants, une islamophobie rampante, un regain d'antisémitisme, l'aspiration à un pouvoir fort, une défiance envers les institutions de la démocratie représentative²⁶ qui se traduit entre autres par un complotisme très répandu dans la population²⁷. Quant à certains cuisiniers alentour, on connaît leurs recettes : flatter la colère, profiter de ces instants de rage qui n'incitent pas à la pensée complexe, et cliver sur base d'idées simples. Ce n'est pas comme si Trump, Bolsonaro, Salvini, Francken, Modrikamen vivaient dans un autre monde. Le même bouillonnement social qui réveille les velléités révolutionnaires de gauche excite aussi les nationalistes de droite. Steve Bannon, par exemple. Celui-ci, au soir de l'acte IV des mobilisations des gilets jaunes (le samedi 8 décembre), lors d'un événement organisé à Bruxelles par le Vlaams Belang, a livré sa version du mouvement en présence de Marine Le Pen. « *Dans les petits villages, dans les zones rurales de France et dans les rues de Paris, les gilets jaunes, les "déplorables" de France, sont exactement les mêmes personnes qui ont élu Donald Trump [...], le même type de personnes qui ont voté pour le Brexit. Ils veulent avoir le contrôle de leur pays, ils croient en l'Etat nation.* » Plus généralement, tous les leaders populistes et nationalistes du

monde se réjouissent du mouvement des gilets jaunes qui ébranle le gouvernement de Macron. En Belgique, tandis que la N-VA quitte le gouvernement en pointant toute l'attention médiatique sur son désaccord sur la question migratoire, une manifestation d'extrême droite est annoncée pour le 16 décembre. L'objectif stratégique est évident : profiter du climat « insurrectionnel » et l'orienter dans le sens de son récit, à la fois anti-migrants et anti-élites. Les nationalistes espèrent que les gilets jaunes, dont il ne fait aucun doute qu'ils soient coalisés par un sentiment anti-élites, soit adhèrent aussi au récit anti-migrants, soit sacrifient leurs scrupules à cet égard au profit d'une rhétorique antisystème globale, démagogique : un gros coup de pied dans la fourmilière, et tant pis pour les dégâts collatéraux.

Je n'écris pas ces lignes pour trancher. Je ne dis pas que le mouvement des gilets jaunes est fasciste ou raciste, ou nationaliste par essence. Je ne le pense pas. Mais il serait candide de ne pas voir qu'il pourrait le devenir, au moins en partie, ou qu'il pourrait déboucher sur l'élection d'un gouvernement de cette nature. Il se joue une bataille d'aiguillage culturel dont l'issue est incertaine. À gauche, sur cette issue, les avis sont partagés.

D'un côté, on l'a dit, certains y voient une révolution sociétale majeure et positive. C'est le cas de l'historienne Ludivine Bantigny, qui écrit : « *Ces derniers temps, des mobilisations - massives et déterminées comme celle contre les lois travail, ou plus dispersées, dans les universités et les entreprises et bien sûr la longue grève des cheminots - préfiguraient cette colère. Les gilets jaunes en sont le prolongement tout en représentant une vraie rupture. Comme en 68, comme dans tout événement, nous vivons l'accélération du temps, sa très forte politisation. Chacun se sent soudainement légitime à parler, à faire de la politique - les femmes aussi, et on mesure le chemin parcouru depuis les événements de Mai²⁸ !* »

Du côté opposé, on n'analyse pas du tout les choses sous cet angle : « *Les Gilets Jaunes, selon Antonin Grégoire, sont l'anti-barrage*

au fascisme. Le slogan “Macron démission” permet d’unir ceux qui n’ont aucun horizon politique et ceux qui ont pour horizon de rejouer le second tour ou d’abolir la république. C’est en cela que ce mouvement est un mouvement fasciste, car c’est un mouvement qui peut convaincre des gens de se tourner vers le fascisme²⁹. » Quant à la colère et à la violence qu’elle entraîne, Antonin Grégoire poursuit : *« Il y a deux sortes de révolutionnaires. Ceux qui rêvent au bonheur futur et ceux qui rêvent à la violence et la destruction immédiate. La fracture est aussi là. On peut aimer une émeute comme moment de basculement social si elle porte en soi un désir d’après. Mais ici il semble n’y avoir que de la violence et de la destruction. Il y a des gens qui aiment ça, et seulement cela, le bruit et la fureur. »*

Va-t-on vers davantage de démocratie ? Va-t-on vers le fascisme ? Ces deux visions de gauche sur le mouvement des gilets jaunes, contradictoires, chacune catégorique, donnent à penser. Il m’est impossible, en l’état des choses, de dire que l’une serait la bonne et l’autre pas, parce que je pense que ces deux visions peuvent *devenir* vraies, selon l’évolution que prendra le mouvement. Dans le chapitre précédent, je pointais le risque de condamner trop vite, de précipiter des procès en fascisme au moindre soupçon. Cela vaut aussi pour le mouvement des gilets jaunes, bien sûr. Mais en l’occurrence, ce chapitre avait pour but d’inviter à la retenue inverse : grisés par un climat d’insurrection, par la colère d’un « peuple » fantasmé en « révolutionnaire », nous pourrions aussi béatifier trop rapidement des émotions qui peuvent mener à du progrès, peut-être, mais aussi à l’ignominie.

Comme l’écrivait le collectif « Lignes de crêtes » en introduisant l’article d’Antonin Grégoire cité plus haut, *« la révolution est violente mais la violence n’est pas la révolution. »*

Que faire alors ? Pour le philosophe Pierre Zaoui, il y a une forme de schizophrénie à rester ainsi dans une hésitation toute intellectuelle sur l’issue de ce mouvement : *« on applaudit en public, on encourage même toutes celles et ceux qui rejoignent le mouvement des “gilets*

jaunes” pour tenter de noyer ses potentialités fascisantes sous de nouvelles formes de solidarité démocratique, mais on pleure au fond de son cœur et on n’y croit guère, la lucidité étant toujours depuis Voltaire et Schopenhauer du côté du pessimisme³⁰. »

Le philosophe ne s’arrête pas là. Il clôture sa réflexion sur les gilets jaunes en forme de rêve. C’est peut-être une bonne alternative, à la fois en retrait de la tentation de l’ivresse colérique d’une révolution fantasmée, et à distance du procès précipité en fascisme : *« On pourrait imaginer ceci : que le mouvement des “gilets jaunes”, allant jusqu’au bout de son constat radical – “nous ne sommes plus représentés”, “nous n’avons plus de leaders” –, conduise non pas à une crise de régime récupérable par le parti du pire et l’épouvante nationaliste mais à leur renversement général. Ainsi ce mouvement tiendrait bon, pendant des mois, passerait Noël, se renforcerait en plein hiver, et finirait par accoucher d’une Assemblée constituante qui récuserait tous les partis existants et instituerait une VI^e République. Donc plus de PS et de LR, certes, même si cela en fait est déjà acté, mais surtout plus de LREM – puisque c’est l’un des buts avoués du mouvement –, et plus encore plus de RN ni de FI, plus de Le Pen ou de Mélenchon, plus rien d’avant, que du nouveau. »*

9. Fusionner toutes les causes pour se simplifier la lutte

« Cette nouvelle humanité qui est en train de naître doit être une humanité de débat. Cela est très fatigant mais très passionnant, c'est la source de la vie. »

Edgar Morin

Par quoi la démocratie est-elle menacée ? Par le populisme, dit l'un. Par le néolibéralisme ! renchérit un autre. Par le réchauffement climatique, affirme un troisième. Par les GAFAs ! Par le nationalisme ! Par le patriarcat ! Par la mondialisation ! Par l'explosion des inégalités ! Par elle-même ! Et quelques autres choses.

Et soudain, le voici qui prend la parole, ce petit diable fatigué de la complexité du monde. Et il dit : tout cela se résume à une seule et même chose, voyons, c'est le capitalisme ! Et autour de lui, fatigués comme lui de se mobiliser sur tous les fronts et de réfléchir dans trop de directions différentes, beaucoup s'en remettent à l'exhortation de « convergence des luttes ». On n'est pas certain d'y croire, on pressent que c'est à la fois séduisant, nécessaire et problématique. Mais c'est un slogan qui a l'*imprimatur* de toute la tradition des mouvements sociaux. Et n'est-ce pas dans les vieilles marmites qu'on fait les meilleures soupes ?

Peut-être n'est-il pas indispensable de développer beaucoup plus cette petite fable. La tension qu'elle soulève est celle de savoir si, vraiment, on peut considérer que la lutte contre le réchauffement climatique (par exemple) peut se fondre dans la lutte antifasciste (par exemple) ? Ou que les combats des collectifs pour la régularisation des sans-papiers puissent converger avec la défense du pouvoir d'achat ? Entendons-nous bien : ces luttes ne

sont pas forcément incompatibles, loin de là, mais l'opportunité de les faire converger, c'est-à-dire de les unir par opposition à un seul ennemi ou à un seul problème commun, fût-ce provisoire, est discutable. Tout dépend de ce qu'on appelle convergence. Un dialogue, une coordination, certainement. Mais une fusion complète serait une illusion. L'anticapitalisme n'est pas *automatiquement* féministe, écologiste, antiraciste. Ou inversement. Ceux qui parlent de convergence des luttes ne versent pas tous dans cette naïveté, bien sûr, mais à trop mettre en avant ce slogan, ne risque-t-on pas de perdre en intensité, en intelligence, dans chacune des situations de lutte ? Ne risque-t-on pas de les hiérarchiser, implicitement, entre elles ? De tordre la réalité ?

En ce qui concerne la démocratie en particulier, il me semble risqué, comme on a pu l'entendre, de considérer que tout ce qui menace la démocratie pourrait découler d'une seule et même chose. Par exemple du capitalisme ou, plus précisément, du néolibéralisme. Ou, du côté du pouvoir, on va plutôt défendre l'idée que l'unique danger est le populisme. Ce faisant, on réduit une multiplicité de problèmes à n'être que les conséquences d'un seul grand problème unique. Le fascisme ne serait qu'une conséquence du néolibéralisme. Ou qu'une conséquence d'un « manque de pédagogie ». Ou encore (version collapsologie), qu'un symptôme de l'effondrement civilisationnel en cours.

Qu'il y ait des liens entre les phénomènes, c'est une évidence, et qu'il faille les penser, tout autant ! Mais à faire remonter artificiellement et théoriquement toutes les causalités à une source unique, fût-ce par souci louable de stratégie militante ou de récit global, on laisse prospérer dans le réel des causalités qui sont multiples, qui continuent d'agir à leur rythme, indifférentes aux théories qu'on construit à leur sujet par souci de mobilisations convergentes.

Aussi épuisant que cela puisse être intellectuellement de préserver une vision complexe des choses, une conflictualité interne aux mouvements sociaux, je pense que c'est nécessaire pour pouvoir rester sur tous les fronts, habiter chaque situation de lutte telle qu'elle se présente dans le réel, et non construire une fiction explicative simplifiée. Elle n'existe peut-être pas, la « mère de toutes les batailles ». Il y a peut-être juste des batailles, orphelines, indifférentes à nos poussées de fièvre théorique globale, chacune nécessitant des soins, de l'énergie, une attention particulière à ce qu'elle est, et non à ce que nous voudrions qu'elle soit.

10. Poursuivre indéfiniment cette réflexion sur la démocratie

« Le pessimisme est peut-être du côté de l'intelligence mais il est aussi trop paresseux : il est plus facile de constater le pire que d'essayer d'imaginer des voies de sortie. »

Pierre Zaoui

Comme un ami me le faisait remarquer en lisant quelques extraits de cette étude : « tes constats sont limpides mais tes propositions sont floues ». C'était un euphémisme. Dans tout ce qui précède, il n'y a pas vraiment de solutions. Bien au contraire : c'est plutôt une critique systématique de toute une série de pistes qui peuvent apparaître comme des solutions. Mais c'était assumé. La démocratie est menacée, et chacun voit toujours la menace à l'extérieur. Ici, je voulais interroger la participation, inconsciente ou indirecte, des chevaliers blancs de la démocratie eux-mêmes, dans des processus qui la fragilisent.

Or, pire encore que les chevaliers blancs, il y a le chevalier plus blanc que blanc, qui écrit ces pages mettant ses pairs en cause. Quoi de plus normal alors que de clôturer cette partie par une critique de l'autocritique ?

Ainsi vient un moment où les craintes, les doutes, les précautions, la vigilance, les mises en garde, les provocations à usage critique risquent de tourner en boucle comme un disque rayé. Il est donc temps de tourner la page de ces réflexions (auto)critiques pour faire vivre le débat et défendre collectivement la démocratie vaille que vaille, forts de ces interrogations et/ou des désaccords féconds qui ne manqueront pas d'apparaître.

Conclusion

Une vigilance collective pour ne pas nourrir le fascisme – qui s’installe dans le flou et les structures de discours

Au moment de mettre la dernière main à cette étude, une sensation très désagréable me saisit. J’ai l’impression de n’avoir écrit qu’un brouillon. D’avoir accumulé des embryons d’idées qui mériteraient à présent, chacune, un examen approfondi par le détour de sources autorisées. Des mots terribles ont été lâchés sans être même définis, et un grand flou s’empare de l’ensemble. La démocratie, le libéralisme, le néolibéralisme, le populisme, le nationalisme. Le fascisme. On a brassé de bien larges concepts.

La seule chose à laquelle me raccrocher, c’est alors précisément cette impression de flou. C’est que l’époque elle-même semble floue, et correspond parfaitement à la citation célèbre d’Antonio Gramsci : « *Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres.* » Ce n’est pas un hasard si cette citation revient en force depuis quelques années.

Dans ce clair-obscur, la tentation de simplifier est proportionnelle au désarroi : immense. Le désarroi est un désordre : il appelle une mise en ordre. Les théories, les catégories, les définitions, les grilles de lecture peuvent participer à cette mise en ordre. Mais absolutiser celles-ci conduit tout droit à ce que nous voulons éviter.

Par ailleurs, l’objectif de cette étude n’était pas de proposer une théorie mais de partager un « coup sur la tête » et d’interroger nos propres attitudes.

Pourquoi ? Pourquoi se chercher des poux plutôt qu’avancer, même dans le brouillard, pour « faire bouger les choses » ? Eh bien justement parce que le fascisme, c’est exactement là que ça commence : dans le flou et la précipitation pour « faire bouger les choses », pour « changer le système ». Dans l’indétermination de la

colère. « *Oui, mais on est de gauche, on est pour la justice sociale, y a pas de risque !* » pourrait-on être tentés de répondre. Sauf que si.

Je cherchais des mots pour le dire, conscient de toutes les récriminations que peut provoquer l'affirmation que le fascisme surgit à partir de quelque chose qui n'est « ni de gauche, ni de droite ». Je cherchais des mots et je n'en trouvais pas, entendant déjà les offuscations : « *ceux qui disent cela sont de droite !* ». Mais bien sûr. Au pays des étiquettes, on a toujours tort. Et dans ce petit concert intérieur, je me félicitais finalement de ne m'être pas trop attardé sur les définitions de l'extrême gauche, de l'extrême droite ou de tout autre étiquetage commode. Car si elles sont indispensables pour penser le monde, si elles signifient évidemment quelque chose, ces catégories peuvent aussi servir à s'exonérer. On brandit les étiquettes (*c'est pas moi, moi je suis de gauche !*) en oubliant qu'une société n'est pas une somme d'étiquettes individuelles mais une pâte culturelle dont l'alchimie globale nous échappe. Je cherchais donc les mots quand je suis tombé sur un vif échange, en ligne, au sujet des gilets jaunes. Parmi les commentaires, celui d'une amie, qui avait trouvé les mots à ma place, justifiant, en quelque sorte, le projet de cette étude.

« Une société fasciste, a-t-elle écrit, elle commence dans un renoncement à faire barrage. Elle commence dans le renoncement d'une priorité. Et les ferments de ce renoncement, ils se trouvent en nous (oui, en moi aussi) bien avant les bottes et les drapeaux et les saluts romains et les dictateurs. On sait par exemple que pour obtenir ce renoncement, il faut une sorte de porosité des thématiques de l'extrême droite à tout le reste du champ politique. Oh, bien sûr, le message ne sera jamais aussi franc que celui de l'extrême droite dans le reste du champ politique, mais en acceptant d'abord de considérer les thématiques de l'extrême droite comme de vrais problèmes, on invite un peu plus celle-ci dans le débat public. Ceux qui choisissent le message clair de l'extrême droite, je n'ai rien à leur dire. Ils ont choisi. Les autres, ceux qui en adoptent les thématiques, j'ai juste envie de leur agiter un livre d'Histoire sous

les yeux. On n'est pas opposé au fascisme juste parce qu'on est de gauche et qu'on s'intéresse aux thématiques sociales, en fait. Le fascisme a toujours séduit aussi avec des thèmes sociaux. C'est d'ailleurs précisément la jonction entre les thèmes de l'extrême droite et un certain populisme de gauche qui est pour moi constitutive du fascisme³¹. »

Utiliser le même langage antisystème ou conspirationniste que l'extrême droite n'est donc pas quelque chose d'anodin. Cela alimente une rhétorique globale qui, jusqu'à preuve du contraire, correspond aux séquences historiques qui ont fait advenir le fascisme.

Manifester au sein d'un mouvement populaire « apolitique » qui accepterait, en son sein, des éléments d'extrême droite n'est pas anecdotique non plus. Une colère sociale, un sentiment d'injustice fiscale ne garantissent pas, à elles seules, un élan démocratique.

Une utopie de « démocratie directe », de « pouvoir du peuple » sans intermédiaires et sans représentation, peut être le parfait vecteur d'une prise de pouvoir de ceux qui souhaitent la disparition des corps intermédiaires, du monde associatif, des syndicats, de la conflictualité politique propre à la démocratie dans une définition qui ne se limite pas à l'étymologie mais inclut les droits et libertés fondamentales.

À côté de l'indispensable critique du néolibéralisme et des non moins indispensables alternatives à celui-ci, une grande vigilance est de mise. Car les discours globaux, même sous l'apparence de révoltes sociales, simplifient et pourraient confondre le néolibéralisme avec la démocratie dont il s'est accommodé.

Steve Bannon, parmi d'autres, a très bien compris qu'en accolant un discours socio-économique anti-élites à un discours culturel anti-migrants, il pouvait créer un brouillard politique, un estompement des repères droite-gauche au profit d'une lecture « nous, le peuple » contre « eux, les puissants et les migrants ». Il

sait qu'en période de crise, sans perspective de croissance, dans un environnement de compétition mondialisée, le repli est un réflexe spontané et répandu (la solidarité interne d'un groupe fermé).

C'est sur ce récit qu'il mise, avec ses partenaires européens (le *Parti Populaire* et le *Vlaams Belang* en Belgique, *La Lega* en Italie, le *Rassemblement National* en France, etc.), pour mettre l'Union européenne à terre en mai 2019.

Si, pour défendre la démocratie ou pour dénoncer les ravages du néolibéralisme, par souci de rivaliser dans la pédagogie politique (par populisme de gauche) nous reprenons la *structure* du récit de Bannon (« nous le peuple » contre « eux »), nous renforçons ce schéma dans l'imaginaire sociétal. Que nous ne mettions pas exactement la même chose derrière le mot « peuple » et derrière l'adversaire identifié, c'est une évidence, mais dans le climat actuel, que retiendra une majorité d'électeurs défiants et inquiets ? Qu'est-ce qui est le plus percutant ? Un « qu'ils s'en aillent tous ! » ou les nuances qui accompagneraient une version « de gauche » de ce même schéma de pensée ?

Ce n'est qu'une hypothèse, mais il est à craindre que les structures de raisonnement simplistes soient comme la gangrène : qu'elles se propagent à d'autres sujets indépendamment des intentions politiques de ceux qui les énoncent. Pour le dire en une formule raccourcie, le « dédagisme » vis-à-vis des élites politiques a en commun avec le « dédagisme » vis-à-vis des migrants une réduction émotionnelle de la réalité à des caricatures, à des préjugés et à des généralisations abusives. Certains peuvent penser, de bonne foi, que seul le premier se justifie, qu'il faut « dégager » les professionnels de la politique pour changer « le système », tout en étant favorable à l'accueil des réfugiés. Ma crainte est cependant que cette structure simpliste, dédagiste, imprime tellement dans l'imaginaire collectif qu'elle finisse par formater tous les débats politiques de l'époque et par s'appliquer indifféremment aux

politiques, aux élites, aux riches, aux migrants, aux intellos, aux bobos, etc. Au « système » en somme, démocratie représentative comprise dans ce flou colérique. La posture « antisystème » est déjà largement répandue. Or les postures sont le contraire de la pensée. « *C'est dans le vide de la pensée que s'inscrit le mal* », écrivait Hannah Arendt.

La justice sociale, l'égalité sont des conditions nécessaires, mais pas suffisantes, pour la défense et l'évolution de la démocratie. Dans le clair-obscur actuel, elles peuvent sembler pouvoir agréger un « peuple ». Mais celui-ci sera-t-il exclusif ou inclusif, national ou universel ? C'est toute la question du nouveau clivage qui, sans supprimer l'axe socio-économique droite-gauche, s'y ajoute : quel sera le périmètre de la solidarité ? Avec un réchauffement climatique qui s'annonce catastrophique, qui forcera des centaines de millions de personnes à l'exil et renforcera encore les inégalités, avec l'épuisement des ressources, l'extinction de la biodiversité et la numérisation de l'économie mondiale, les frontières nationales deviennent de plus en plus problématiques pour la justice sociale, la démocratie et l'égalité au niveau de l'ensemble des humains, et pas seulement dans des forteresses occidentales qui ont bénéficié d'une période de croissance au détriment d'autres régions du monde.

Se rétracter dans des États-Nations fermés et incapables d'agir sur toutes ces questions globales, ou se réinventer en s'élargissant : le défi des frontières et des migrations est décisif pour l'avenir de la démocratie. C'est sur ce sujet que se joue la distinction entre nationalisme et universalisme, entre souverainisme et internationalisme. Or, pour l'instant, ce sont les nationalistes qui remportent la bataille culturelle : « *Le débat sur les politiques migratoires est entièrement kidnappé par les populistes et les démagogues de tous bords. Ils fixent l'agenda et le cadre, imposent leur lexique et font circuler avec une redoutable efficacité leurs concepts et leurs théories fumeuses. "L'appel d'air de*

migrants”, “l’invasion”, “l’envahissement”... Il y a peu, ce vocabulaire était réservé à l’extrême droite. Désormais, il est totalement entré dans la sphère publique³². »

Que faire, ou ne pas faire, alors ? Peut-être sortir de ce piège des récits généraux. Centrer les discours et les mobilisations sur les valeurs et sur les droits. Ne pas mettre le néolibéralisme et le fascisme sur le même plan, soit en les confondant soit en les plaçant à équidistance. Ne pas sacrifier les droits des minorités, les institutions ou les corps intermédiaires à des représentations fantasmées du « peuple » ou du « pouvoir du peuple ». Penser. Faire l’autocritique de nos attitudes et de nos discours. Oser la conflictualité mais fuir les simplismes et les généralisations. Ne pas hiérarchiser ni fusionner les luttes. Aller sur le terrain, au contact des gens, dans la vraie vie et dans l’autre vraie vie qui s’écrit sur les réseaux sociaux. Se mettre en position de pouvoir rencontrer les gens en colère : sans les exclure mais sans permettre non plus aux expressions de racisme, d’islamophobie, d’antisémitisme, d’homophobie ou de sexisme de s’installer dans la colère. Chercher des paroles qui soient à la fois franches et justes. « *Les mots justes, trouvés au bon moment, sont de l’action* » écrivait encore Hannah Arendt.

Tout cela est peut-être impossible. C’est certainement impossible *individuellement*.

Notes et références

¹ Vidéo du média en ligne BRUT-Officiel, publiée le 20 août 2018.

<https://www.youtube.com/watch?v=ORcgAgaAI0>

² « Modrikamen (PP) a basculé à l'extrême droite », Stéphane Tassin et François Brabant, *La Libre*, 10 février 2016.

<http://www.lalibre.be/actu/belgique/modrikamen-pp-a-basculer-a-l-extreme-droite-56ba2ab13570b1fc1107f257>

³ « Pourquoi la présence de Poutine au mariage de la ministre autrichienne des Affaires étrangères fait polémique », *La Libre*, 18 août 2018.

<http://www.lalibre.be/actu/international/pourquoi-la-presence-de-poutine-au-mariage-de-la-ministre-autrichienne-des-affaires-etrangees-fait-polemique-5b786eee5532692548c2ddf5>

⁴ Sur la Syrie, voir entre autres : Ziad Majed, *Syrie, la révolution orpheline*, Sindbad/ Actes Sud, 2014 ; Jean-Pierre Filiu, *Le miroir de Damas*, La Découverte, 2017 ; Yassine Al-Haj Saleh, *La Question Syrienne*, Sindbad/ Actes Sud, 2016.

⁵ Cf. enquête Noir-Jaune-Blues, *Le Soir/Ceci n'est pas une crise*, 2017.

<http://www.cecinepasunecrise.org/comprendre/noir-jaune-blues-2017/>

⁶ Antonin Grégoire et Nadia Meziane, « De la démocratie dans un régime de critique démocratique », *Lignes de Crêtes*, 6 août 2018.

<https://www.lignes-de-cretes.org/de-la-democratie-dans-un-regime-de-critique-democratique/>

⁷ Idem.

⁸ Norbert Lenoir, « Peuple et démocratie », *La Vie des idées*, 5 janvier 2012. Au sujet de C. Colliot-Thélène, *La démocratie sans demos*.

<https://laviedesidees.fr/Peuple-et-democratie.html>

⁹ Notamment *Hégémonie et stratégie socialiste* (1985, 2009 en version française) et *La raison populiste* (2005).

¹⁰ « Obtenir un consensus en politique est par principe impossible », interview de Chantal Mouffe par Sonya Faure et Anastasia Vécrin, *Libération*, 15 avril 2016.

https://www.liberation.fr/debats/2016/04/15/chantal-mouffe-obtenir-un-consensus-en-politique-est-par-principe-impossible_1446542

¹¹ « Pour ou contre le “populisme de gauche” ? », interview croisée avec Éric FASSIN et Arthur BORRIELLO, propos recueillis par Jean-Jacques Jespers, *Revue Politique*, décembre 2017.

<http://www.revuepolitique.be/pour-ou-contre-le-populisme-de-gauche/>

¹² Gaël Brustier, « Gauche radicale : la clé, c'est Laclau », Slate.fr, 15 mars 2015. <http://www.slate.fr/story/98821/gauche-radicale-laclau>

¹³ « Pour ou contre le “populisme de gauche” ? », interview croisée avec Éric FASSIN et Arthur BORRIELLO, propos recueillis par Jean-Jacques Jespers, *Revue Politique*, décembre 2017.

¹⁴ Éric Fassin, *Populisme : le grand ressentiment*, Textuel, 2017, pp. 81-83.

¹⁵ Idem, p. 22.

¹⁶ Ugo Palheta, « La démocratie face aux populismes », dans *L'état de la démocratie*, 96^e semaine sociale du Mouvement Ouvrier Chrétien, Hors-série de la Revue *Politique*, septembre 2018.

¹⁷ Idem.

¹⁸ Éric Fassin, *Populisme : le grand ressentiment*, Textuel, 2017, pp. 74-75.

¹⁹ C'est la thèse défendue par l'historien israélien Yuval Noah Harari dans son best-seller *Sapiens*. Extrait tiré de <https://www.ynharari.com/fr>

²⁰ Christian Salmon, « Steve Bannon et la ‘croisade des déplorables’ », *Mediapart*, 9 septembre 2018.

²¹ Daniel Schneidermann, « Le fact-checking, impuissant mais nécessaire », tribune dans *Libération*, 27 novembre 2016.

<https://www.liberation.fr/debats/2016/11/27/le-fact-checking->

[impuissant-mais-necessaire_1531250](#)

²² Voir notamment les ouvrages sur le fascisme de l'historien israélien Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France* (1983) et *Naissance de l'idéologie fasciste* (1989). On se souvient aussi du roman *Le roi des Aulnes*, de Michel Tournier, prix Goncourt 1970, qui porte un regard troublant mais éclairant sur le nazisme à travers la figure d'un personnage-ogre ambigu.

<https://books.openedition.org/pupo/1457?lang=fr>

²³ *L'ère du complotisme*, éditions Les Petits Matins, 2016 et *Obsession*, éditions Inculte, 2018.

²⁴ Marie Peltier, « Contre l'imaginaire du complot, faire front sur les réseaux sociaux », interview dans *Contrastes*, février 2017.

<http://www.equipespopulaires.be/wp-content/uploads/2017/11/C12-2017-INTERVIEW.pdf>

²⁵ David Graeber : « Les “gilets jaunes” montrent combien le sol bouge sous nos pieds », *Le Monde*, 7 décembre 2018.

²⁶ Autant d'éléments mesurés notamment par l'enquête *Noir-Jaune-Blues*, Fondation *Ceci n'est pas une crise/Le Soir*, janvier 2017.

<http://www.cecinestpasunecrise.org/comprendre/noir-jaune-blues-2017/>

²⁷ Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et Conspiracy Watch, *Enquête sur le complotisme*, décembre 2017. [https://jean-jaures.org/sites/default/files/redac/commun/productions/2018/0108/115158 - rapport_02.01.2017.pdf](https://jean-jaures.org/sites/default/files/redac/commun/productions/2018/0108/115158_-_rapport_02.01.2017.pdf)

²⁸ Ludivine Bantigny : « Plus le pouvoir attend, plus les mécontents se mobilisent », propos recueillis par Sonya Faure dans *Libération*, 9 décembre 2018.

https://www.liberation.fr/france/2018/12/09/ludivine-bantigny-plus-le-pouvoir-attend-plus-les-mecontents-se-mobilisent_1697009

²⁹ Antonin Grégoire, « Gilets Jaunes, violence et anomie », *Lignes de crêtes*, 12 décembre 2018. <https://www.lignes-de-cretes.org/gilets-jaune-violence-et-anomie/>

³⁰ Pierre Zaoui, « Le peuple est revenu, contradictoire », *Philosophie magazine*, 12 décembre 2018. www.philomag.com

³¹ Pauline Thirifays, commentaire Facebook, 18 décembre 2018.

³² François Gemenne : « Ouvrir les frontières serait plus rationnel, plus juste et plus sûr », *Imagine magazine*, septembre-octobre 2018, pp. 84-88.

**

Bibliographie complémentaire

(Outre les références citées ci-dessus dans les *Notes*)

Livres et actes

L'état de la démocratie, 96^e semaine sociale du Mouvement Ouvrier Chrétien, Hors-série de la Revue *Politique*, septembre 2018.

Pascal Chabot, *Exister, résister. Ce qui dépend de nous*, Puf, 2017.

Jérémy Dousson, *Un populisme à l'italienne ? Comprendre le mouvement 5 étoiles*, Les Petits Matins, 2018.

Eric Fassin, *Populisme : le grand ressentiment*, Textuel, 2017.

Thomas Frank, *Pourquoi les pauvres votent à droite*, Agone, 2001, 2013.

Chantal Mouffe, Iñigo Errejón, *Construire un peuple. Pour une radicalisation de la démocratie*, Cerf, 2017.

Articles

« Existe-t-il une pensée fasciste ? », dossier de *Philosophie Magazine*, Mai 2014.

« On se dirige vers un système autoritaire et ce n'est pas une mauvaise chose », entretien avec Sergeï Karaganov, *Le Vif/Knack*, 17 août 2018.

Bernard De Backer, « Populisme, le parti pour le tout ? », *La Revue Nouvelle*, 9 mai 2018.

François Gemenne, « Frontières, souverainisme et vacuité », *La Revue Nouvelle*, numéro 4/2016.

Muriel Lefevre, « Un Européen sur quatre vote populiste », *Le Vif*, 22 novembre 2018.

Philippe Martinat, Chloé Cohen, « Steve Bannon, le sulfureux ex-conseiller de Trump, à l'assaut de l'Europe », *Le Parisien*, 18 août 2018.

John Pitseys (interviewé par Sylvie Walraevens), « La démocratie ? Mais quelle bonne idée ! », Les @analyses du CRISP en ligne, 3 octobre 2018, www.crisp.be.

Cécile Reto, « Pourquoi le sulfureux Américain Steve Bannon veut la peau de l'Europe », *Ouest-France*, 11 août 2018.

Émissions radio

« Démocratie en question(s) », huit épisodes radiophoniques animés par Arnaud Ruyssen et diffusés sur La Première-RTBF du 7 juillet au 25 août 2018.

« Le peuple contre le populisme », émission *Avis critique* sur *France culture* animée par Raphaël Bourgois, le 10 mars 2018.

